



300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3080 - MERCREDI 29 NOVEMBRE 2017

## PROJET DE LOI ÉLECTORALE

# Vive controverse autour du seuil de représentativité



Les partis, regroupements politiques ou des candidats indépendants devront désormais atteindre ou dépasser « 3% du nombre total de suffrages valablement exprimés » au niveau national pour espérer remporter un siège au Parlement. Certains

approuvent cette innovation introduite dans la nouvelle loi électorale en gestation tandis que d'autres la rejettent, estimant qu'elle ne va pas dans le sens du renforcement de la démocratie et de la cohésion nationale.

D'après le ministre de l'Intérieur,

Emmanuel Shadari, cette disposition procède de la volonté de décourager les candidatures fantaisistes et favoriser le regroupement des partis politiques aux fins de stabilisation du système électoral.

Page 6

## MARCHE PACIFIQUE DU 30 NOVEMBRE

## Félix Tshisekedi défie André Kimbuta



Estimant que la mesure du gouverneur interdisant toute manifestation publique à Kinshasa jusqu'à nouvel ordre est sans objet, le président du Rassop/Limete maintient la marche pacifique de sa plate-forme programmée pour le 30 novembre et appelle les Congolais à y participer massivement. « Lorsque le jour viendra, le 30 novembre, ce sera notre droit de manifester. Personne dans ce pays ne peut nous l'interdire », a-t-il indiqué.

La majorité présidentielle, qui avait projeté sa marche pour le 28 novembre, y a renoncé tout en regrettant d'avoir raté l'occasion de rendre hommage à l'action politique du président de la République durant toute l'année qui tend à s'écouler.

Page 6

## SECTEUR MINIER CONGOLAIS

## Fer de lance des efforts en faveur de la transformation numérique

La directrice de Microsoft s'appuie sur l'article « Digital innovation driving growth in DRC mining sector », publié par iWayAfrica. Ce dernier souligne qu'en RDC, l'innovation numérique stimule la transformation au sein du secteur minier local. Ce changement, selon le fournisseur d'accès Internet, stimule la croissance et devient un facteur de différenciation-clé dans le pays.

iWayAfrica rappelle qu'avec plus de vingt-cinq groupes miniers internationaux actifs dans la région, le secteur minier, connu pour la production mondiale de cobalt, de cuivre, de diamant, de tantalite, d'étain et d'or, est devenu important.

Page 4

## DIPLOMATIE

## Didier Reynders chahuté à Kinshasa



Didier Reynders prononçant son mot de circonstance

Venu inaugurer le nouveau bâtiment de l'ambassade de la Belgique dans la capitale congolaise, le vice-Premier ministre de ce pays chargé des Affaires étrangères s'est fait huer, le 27 novembre, par un groupe de jeunes « lumumbistes » qui tiennent l'ancienne métropole pour responsable de l'assassinat du tout premier Premier ministre congolais.

À la base de cette déconvenue, le présumé rapprochement du chef de la diplomatie de l'ancienne puissance coloniale avec l'opposition congolaise. Reynders aura été l'un des parrains de la rencontre de Genval, à Bruxelles, qui a donné naissance au Rassemblement, la principale coalition de l'opposition.

Page 4

## ATTEINTE DES ODD

# Les Congolaises se mobilisent

Une rencontre intitulée « Forum femmes s'impliquent », qui se veut un espace d'échanges, de partage d'informations et d'engagement des femmes congolaises pour le développement du pays réunit, depuis le 25 novembre à Kinshasa, de nombreuses participantes venues de tous les horizons.

L'activité se déroule dans la salle de spectacles du Palais du peuple et se poursuivra jusqu'au 8 décembre. Elle est organisée par la Ligue de femmes congolaises pour les élections (Lifce) et l'ONU femmes, en collaboration avec la commission socio-culturelle de l'Assemblée nationale. Cette rencontre, autrement dit la foire aux idées, est un espace d'échanges, de partage d'informations et d'engagement des Congolaises pour atteindre les dix-sept Objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030, afin d'assurer la paix et la prospérité dans le pays. Elle s'inscrit dans le cadre de la Campagne mondiale des seize jours d'actions contre les violences fondées sur le genre. Le premier jour, consacré à l'ouverture des travaux, a également permis au premier panel de travailler sur les ODD 4, 5, 8, 10 et 17.

Une boussole pour la gestion harmonieuse de la chose publique. Expliquant les motivations de cette foire aux idées, la présidente de la Lifce et présidente de la commission socio-culturelle à l'Assemblée nationale (AN), la députée Eve Bazaïba Masudi, a, en effet, indiqué que son organisation s'attend à obtenir l'implication des femmes, les Congolaises, dans la recherche de solutions aux problèmes du pays afin de booster l'atteinte des ODD à l'échéance fixée d'ici à 2030. « Pour que la femme s'implique,



La salle pendant le lancement des travaux. Photo Adiac

il faut qu'elle ait l'information, il faut que ses capacités soient renforcées », a-t-elle affirmé.

De son côté, la questeur de l'AN, Élysée Munembwe, qui a lancé les travaux, a noté que durant seize jours, cette campagne de lutte contre les violences faites à la femme allait être menée pour encourager les femmes à s'impliquer davantage dans la gouvernance du pays à tous les niveaux, en vue d'atteindre les ODD qu'elles devraient s'approprier et vulgariser. « Décidées à relever le défi du développement de la RDC, les femmes congolaises ont, en ce jour mémorable, l'occasion de jeter les bases de la refondation de la nation », a soutenu la questeur de l'AN. Élysée Munembwe a indiqué que le Forum femmes s'impliquent se voulait un moment d'échanges, de remise en question et, surtout, de projection en vue de changer les cours des événements indispensables à l'émergence de la RDC. Notant

que des débats fructueux allaient sans doute être engagés dans les domaines variés de la société, l'argentière de la chambre basse du Parlement congolais a vu comme l'un des objectifs majeurs de cette foire à idées, la prise de conscience de la responsabilité de chaque femme à participer à la gouvernance du pays, en utilisant ses propres compétences. Ce, en plus de l'ambition de réduire le fossé entre l'élite féminine constituée des femmes leaders, d'une part, et des femmes de la base ainsi que toute la population, d'autre part. « Il est vrai que cette première édition s'annonce hautement scientifique, pour que finalement la RDC sorte du gouffre avec la participation et l'implication des femmes dans la gestion de la chose publique », a dit Élysée Munembwe, relevant que les résolutions attendues de ce forum constitueront une boussole et la référence de la gestion harmonieuse fondée sur les résul-

tats concrets.

Pour expliquer ce qui est attendu de ces travaux, Marie-Claire Faray, de Common Cause UK/RDC, et la chargée des programmes à l'ONU-Femmes, Catherine Ondimba, ont présenté la campagne mondiale de seize jours d'activisme. « Les violences sexistes n'épargnent personne et brisent la société », a souligné Marie-Claire Faray, appelant la femme à s'impliquer pour l'atteinte des ODD. Conseillant à la femme et à la jeune fille d'éviter d'être à la solde des idées construites, et à réfléchir sur les faits sociaux qui écartent la majorité de femmes de la gestion de la chose publique, Catherine Ondimba a lancé un appel à la contribution de chaque femme et chaque acteur social pour mettre fin aux violences que subissent la femme et la jeune fille.

**Des actions prévisibles pour l'atteinte des ODD**

Ouvrant le premier panel, la pré-

sidente de la Lifce, Eve Bazaïba, a dit ne pas sentir l'élan national pour l'atteinte des ODD, malgré les potentialités que regorge le pays. C'est donc pour cela, a-t-elle dit, que la Lifce a voulu faire impliquer les femmes d'abord pour atteindre ces objectifs.

Répondant aux préoccupations sur la baisse de l'éducation ainsi que sur les actions à mener pour remédier à cette situation, sur la lutte contre les violences fondées sur le genre, sur la création de l'emploi, etc., qui constituent les sujets du premier panel, le Pr Espérance Bayedila, le Dr Celine Sikulisimwa Pole, la directrice générale adjoint de l'Office national de l'emploi, Lyzieve Itela, ainsi que la présidente de l'Afejuco, Pélagie Ebeka, ont proposé notamment d'assurer les fondamentaux à tous les enfants, en matière d'éducation, de promouvoir la formation professionnelle ainsi que l'auto-emploi.

Elles ont également conseillé l'adaptation de la formation aux besoins et aux dispositions ainsi que la mise en place des lois tenant compte de toutes les catégories de personnes. Les exposés ont suscité des questions et des réactions qui ont prouvé l'engagement des femmes congolaises dans la vie de la nation, en vue du développement du pays et de l'atteinte des ODD. Le 27 novembre, le deuxième panel a tourné autour des ODD 1, 2, 3, 12 et 17, sur l'autosuffisance alimentaire, en vue d'accroître le bien-être de la population.

Lucien Dianzenza

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

### DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

### RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Secrétaire des rédactions adjoint : Christian Brice Elion  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

### RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nounou  
Service Société : Parfait Wilfried Dou-niama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila  
Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Gampou-

la (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya  
ÉDITION DU SAMEDI : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

### RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

### RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Sports : Martin Enyimo  
Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Stella Bope  
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

### MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

### INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

### ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

### PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngon

### TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

### INTENDANCE

iCoordonnateur Général : Rachyld Badila  
Coordonnateur Adjoint du suivi des Services Généraux : Jules César Olebi  
Chef de section électricité et froid : Siméon Ntsayouolo  
Chef de section transport: Jean Bruno Ndokagnia  
Assistante : Sylvia Addhas  
DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)  
Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

### IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gues-

so, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

### INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

### LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émile Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gues-so, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

### GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

### ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## OPPOSITION

## De grosses fissures dans l'édifice

**Habitué aux affrontements récurrents à l'intérieur de son camp, le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement est au bord du précipice, miné par des divisions internes qui l'ont davantage affaibli et relativisé ses chances en perspective de prochaines joutes électorales.**

Depuis le 5 novembre, le calendrier électoral tant réclamé par l'opposition et la communauté internationale est disponible. Il a le mérite de fixer, de manière claire, un échéancier en rapport avec les opérations électorales restantes jusqu'à la tenue, en décembre 2018, des scrutins présidentiel et législatifs. Plutôt que de soutenir un tel chronogramme tendant à offrir au pays la chance de négocier un passage pacifique du pouvoir via des élections réellement démocratiques, l'opposition est dans un autre schéma, celui de la déstabilisation et de l'insurrection populaire susceptible de chambouler les acquis d'un processus réputé laborieux dans sa mise en œuvre. De quoi se demander si cette opposition est vraiment prête à aller aux élections.

Emiettée et empêtrée dans ses contradictions, l'opposition a du mal à transcender ses profonds clivages pour parler d'une même voix. De sorte qu'aujourd'hui, tout projet de coalition censé cristalliser ses efforts autour d'un combat unique pour l'alternance à travers une approche commune, procède d'un leurre. Ses choix politiques sont toujours sujets à controverse entre ses différents regroupements affiliés avec, à la clé, des intérêts souvent divergents exacerbés par un problème d'égo très accentué entre ses leaders.

Le Rassemblement, la principale plate-forme de l'opposition, ploie actuellement sous le poids écrasant des querelles intestines qui ont viré à une guerre des



Un groupe d'opposants s'exprimant après une réunion

clans. La réforme opérée en son sein, avec notamment les nominations de Félix Tshisekedi et de Pierre Lumbi respectivement comme président politique et président stratégique du Conseil des sages, n'a fait qu'exacerber la division et accentuer le clivage. Désormais, deux pôles concurrents, celui de Limete conduit par le tandem Tshisekedi-Lumbi et celui de Kasa-Vubu piloté par le duo Joseph Olenghankoy-Bruno Tshibala revendiquent le leadership de cette mégastucture écartelée entre deux blocs antagonistes. D'un côté, le Rassop/Limete constitué de la Dynamique, du G7, de l'UDPS, de l'Alternance pour la République ainsi que d'autres partis politiques et associations issues de la société civile. De l'autre, on retrouve quelques cadres de l'UDPS, la coalition des alliés de Tshisekedi, le G14 et d'autres structures réfractaires anti-réformistes à la solde de Joseph Olenghankoy. Une situation qui a fini par saper les fondements de l'unité de cette plate-forme de l'opposition.

#### Candidat unique, choix cornélien

Face aux défis politiques et électoraux qui pointent à l'horizon, à savoir la présidentielle de 2018, il va sans dire que l'opposition peine à se choisir un candidat unique et à gérer l'avalanche d'ambitions qui sortiront éventuellement de ses rangs. Si pour la Dynamique, le G7 et l'Alternance pour la République qui continuent à cheminer avec le Rassop/Limete, Moïse Katumbi demeure le meilleur cheval sur lequel il faudrait miser pour la présidentielle, l'UDPS entend jouer sa propre partition, estimant qu'il serait contreproductif et à la limite humiliant pour elle d'être à la traîne de l'ex-gouverneur du Katanga. En tant que première force politique de l'opposition, ce grand parti historique entend aligner son propre candidat-président de la République plutôt que de se placer sous la coupe d'une plate-forme électorale avec un candidat non issu de ses rangs.

Ce qui pose une sérieuse gestion d'ambitions dans cette méga plate-forme de l'opposition avec, en toile de fond, le flou

persistant autour du « deal » que se seraient passés Félix Tshisekedi et Moïse Katumbi. En effet, les deux hommes qui entretiennent une relation politique de circonstance pour conquérir le pouvoir et faire partir Joseph Kabila, se disent complémentaires dans leur action sans indiquer clairement qui, le moment venu, va s'effacer au profit de l'autre lors du challenge présidentiel. Si aujourd'hui leur alliance de façade tient encore le coup, le jour viendra où le candidat déclaré à la présidentielle, Moïse Katumbi, et le prétendant virtuel, Félix Tshisekedi, vont se disputer le leadership de l'opposition et incarner, chacun en ce qui le concerne, l'alternative crédible face au pouvoir kabiliste.

Entre temps, d'autres forces politiques de l'opposition sont en embuscade, prêtes à jouer les trouble-fêtes. C'est notamment le cas du Front citoyen pour la République avec le MLC en tête et surtout, le parti Lumumbiste unifié (Palu) qui, soucieux de préserver leur autonomie face aux velléités dominatrices de leurs partenaires politiques, pourront aussi se mettre en ordre de bataille dans la course à la présidence. Et que dire alors de l'opposition issue de l'accord du 18 octobre avec l'UNC en tête de lice, de l'opposition républicaine de Léon Kengo wa Dondo aujourd'hui divisée et d'autres regroupements politiques proches de l'opposition qui sont aussi en droit de postuler à la présidentielle, à défaut de souscrire à une plate-forme électorale ! A tout prendre, l'opposition congolaise part déjà presque à l'aveugle dans la course à la présidence. Ses difficultés à présenter un candidat unique est symptomatique de son désappointement face à une majorité présidentielle requinquée et cohérente qui a tout l'air de maîtriser l'enjeu électoral.

Alain Diasso

## JOURNÉE MONDIALE DU SIDA

## La prévention, stratégie efficace contre la maladie

**La 29e édition de l'événement sera célébrée, le 1er décembre, sur le thème international « Droit à la santé ». En RDC, le thème spécifique retenu met l'accent sur le dépistage et l'accès au traitement pour tous : « Tous ensemble pour le dépistage du VIH-sida, le traitement antirétroviral et l'accès à la charge virale sans discrimination d'ici à 2020 ».**

Le Programme national multisectoriel de lutte contre le sida (PNMLS) a convié, le 25 novembre, les journalistes à une journée d'information sur la situation du sida, en prélude à la journée mondiale de lutte contre cette pandémie.

Ils ont ainsi suivi plusieurs exposés, notamment sur des avancées dans la lutte, les messages à diffuser auprès des communautés et la situation de la maladie en RDC.

Au cours de cette journée, le Dr Bossiki du PNMLS a insisté sur la prévention pour réduire la



Une vue des orateurs

propagation de cette pandémie après avoir appelé les journalistes au professionnalisme dans le traitement des sujets concernant le sida. « C'est vrai qu'il y a des progrès qui sont réalisés dans la lutte contre le sida mais en dépit de ceux-ci, il y a l'augmentation des cas qui constitue encore un challenge. La prévention reste toujours de mise pour arriver à l'objectif 2030 », a-t-il indiqué, ajoutant que dans la lutte contre

cette maladie, il faut donner l'information, une information professionnelle et continue. « Il faut parler du sida à tout moment, le rôle des médias est primordial sinon on passera à coté des objectifs fixés... », a-t-il recommandé.

Au niveau international, l'Organisation mondiale pour la santé a donné des nouvelles directives afin d'éliminer cette maladie

d'ici à 2030 car elle est devenue un problème de santé publique. Ces directives, a expliqué le Dr Casimir Mazengo, ont pour objectifs d'éviter vingt-six millions de nouvelles infections et vingt-un millions décès. Pour remporter ce challenge, a-t-il poursuivi, il y a des objectifs intermédiaires qui sont fixés entre 2015-2020. « Il faut alors atteindre les objectifs 90-90-90, c'est-à-dire 90% des Personnes vivant avec le sida (PVS) connaissent leur statut, 90% de PVS sont sous traitement anti rétroviral et 90% de PVS parviennent à la suppression virale », a-t-il souligné.

#### Faible taux de dépistage

Se fiant à l'Enquête démographique et de santé (EDS) 2013-2014, Djef Liomba, chef de division communication au programme national de lutte contre le sida, a révélé un faible taux de dépistage. « Beaucoup de personnes ignorent leur statut sérologique », a-t-il notifié. L'EDS indique que 22% de femmes sont

dépistées contre 16% d'hommes. Parmi ces personnes testées, 8% de femmes ont retiré leurs résultats contre 7% d'hommes. Cette enquête note également que 78% de femmes ont refusé le dépistage contre 84% d'hommes. L'utilisation du préservatif est faible. Seulement 13% d'hommes l'utilisent contre 12% de femmes.

Pour sa part, Ossen Aladji de l'Onusida a expliqué le thème international de la journée mondiale du sida. Il a fait savoir que le droit à la santé couvre plus que l'accès à des services de santé car il englobe le respect de la personne, les conditions de travail, une alimentation saine, un environnement propre, la protection contre les risques. « Pour assurer le droit à la santé, il faut un système de santé fondé sur le droit de l'homme incluant quelques principes dont l'accès aux soins de santé, la disponibilité, l'acceptabilité, la qualité, le respect de la personne, la protection, l'action... », a-t-il signifié.

Aline Nzuzi

## SECTEUR MINIER

## Fer de lance des efforts de la RDC en faveur de la transformation numérique

L'affirmation est contenue dans une récente tribune intitulée « Accélérer l'adoption du cloud et la transformation numérique : des exemples concrets en Afrique de l'ouest » de Yacine Barro, responsable de Microsoft pour l'Afrique de l'ouest et l'Afrique centrale.

La directrice de Microsoft s'appuie sur l'article « Digital innovation driving growth in DRC mining sector », publié par le fournisseur d'accès Internet iWayAfrica. Ce dernier souligne qu'en République démocratique du Congo (RDC), l'innovation numérique stimule la transformation au sein du secteur minier local. Ce changement, selon iWayAfrica, stimule la croissance et devient un facteur de différenciation-clé dans le pays. Le fournisseur d'accès Internet rappelle qu'avec plus de vingt-cinq groupes miniers internationaux actifs dans la région, le secteur minier est devenu important car il est également connu pour la production mondiale de cobalt, de cuivre, de diamant, de tantalite, d'étain et d'or. « Alors que la région est riche en opportunités, une connectivité fiable, adaptable et omniprésente est un catalyseur essentiel pour une feuille de route de l'innovation numérique. Ceci est particulièrement pertinent dans le secteur minier, où les exigences de connectivité vont bien au-delà de la simple connexion d'un site distant à un siège social régional ou mondial », dit Ali Bofulo, directeur général d'iWayAfrica. Pour ce dernier, si la RDC veut évoluer, adopter l'innovation numérique et augmenter sa production minière, des problèmes technologiques tels que la connectivité doivent être résolus. En effet, estime-t-il,

cela devient de plus en plus pertinent, car les entreprises se tournent vers la technologie pour se différencier : « L'Internet des objets, entre autres technologies numériques, a commencé à générer plus d'automatisation et de system reporting pour la gestion des performances et du rendement. Tout cela nécessite une réelle connectivité dans les zones reculées pour réussir », soutient le DG d'iWayAfrica. Selon lui, cette quête d'une productivité accrue conduit l'industrie minière à implémenter des systèmes plus automatisés et à rechercher une plus grande intégration informatique : surveillance en temps réel, systèmes de santé et sécurité, services de sécurité, dédouanement en ligne et accès aux applications ERP.

A en croire Ali Bofulo, le secteur minier peut maintenant déployer des satellites pour différents cas qui répondent aux besoins spécifiques. Cela inclut la connectivité mono ou multisite, les systèmes de surveillance en temps réel, l'utilisation occasionnelle du Wi-Fi ou la connectivité de secours. « Le satellite a longtemps été utilisé comme technologie d'accès par les sociétés minières et d'exploration pour établir des communications dans des sites éloignés. Ces mêmes entreprises peuvent désormais tirer parti des améliorations apportées à l'industrie des satellites pour mettre en œuvre leurs propres stratégies d'innovation numérique dans les mêmes régions éloignées », explique le DG d'iWayAfrica.

#### Connecter les citoyens pour encourager la transformation numérique en RDC

Dans sa tribune, Yacine Barro soutient qu'il existe en Afrique un grand nombre



L'exploitation minière en RDC

d'organisations qui utilisent des moyens innovants de connecter les communautés rurales et mal desservies à Internet à un prix abordable. En 2016 et 2017, précise-t-elle à ce sujet, Microsoft a investi dans trois d'entre elles, à savoir Ekovolt au Nigeria ainsi que VisionNet et WrightGrid en RDC. VisionNet, note-t-elle, utilise le Wifi géré dans le cloud pour offrir un accès à Internet à faible coût aux étudiants universitaires ruraux par l'intermédiaire de Pocket Cyber Cafés. De la même manière, WrightGrid fournit une connectivité à travers des postes de recharge de téléphone et d'accès Internet sans fil fonctionnant à l'énergie solaire qu'elle conçoit, fabrique et installe

dans les espaces publics. « Dans un pays de 79 millions d'habitants où seuls trois millions de personnes ont accès à Internet, où le revenu moyen est de 394 \$ par an, et où l'alimentation électrique demeure problématique, ces deux entreprises ajoutent une valeur significative. Avec le soutien de Microsoft, VisionNet espère fournir vingt-quatre heures d'accès Internet illimité à des taux inférieurs à ceux pratiqués sur le marché », a fait savoir Yacine Barro. Pour elle, une fois connectés et dotés des compétences nécessaires, les Africains peuvent utiliser la technologie pour opérer la transformation numérique dans les secteurs tels que les soins de santé, l'énergie, l'éducation et l'agriculture.

#### Transformer le secteur des PME

Pour la directrice de Microsoft Afrique de l'ouest et centrale, le cloud computing a le potentiel de révolutionner le secteur des Petites et moyennes entreprises (PME) en permettant aux entrepreneurs de les moderniser, d'enrichir leurs offres et d'atteindre de nouveaux clients. Néanmoins, précise-t-elle, la transition vers le cloud ne va pas se faire en un jour, car elle demande une vision et des efforts délibérés de la part des entreprises.

Patrick Ndungidi

## DIPLOMATIE

## Didier Reynders chahuté à Kinshasa

Venu inaugurer le nouveau bâtiment de l'ambassade de Belgique dans la capitale congolaise, le vice-Premier ministre de ce pays, chargé des Affaires étrangères, s'est fait huer, le 27 novembre, par un groupe de jeunes « lumumbistes » qui tiennent la Belgique pour responsable de l'assassinat du tout premier Premier ministre congolais.

Journée chaude et fortement agitée que celle qu'a vécue à Kinshasa Didier Reynders. La visite du vice-Premier ministre belge des Affaires étrangères, communiquée la veille par l'ambassade de la Belgique en République démocratique du Congo (RDC), est passée presque inaperçue contrairement aux usages. L'officiel belge, venu expressément mettre en service la nouvelle ambassade de son pays érigée sur le prolongement du boulevard du 30-Juin, n'a pas eu droit à un accueil digne et amical de la part des autorités congolaises.

Et d'ailleurs, les membres du gouvernement ont brillé par leur absence à la cérémonie inaugurale du nouveau bâtiment de l'ambassade belge. Mis à part un groupe d'opposants parmi lesquels Vital Kamerhe et Félix Tshisekedi, aucune trace d'un représentant des institutions nationales si ce n'est le gouverneur de la ville de Kinshasa, André Kimbuta, obligé d'y être pour sauver les meubles. Le message que les autorités congo-



Des jeunes manifestant devant la nouvelle ambassade de la Belgique

laises voulaient faire passer à travers ces absences était facile à décrypter, à savoir que l'homme d'État belge n'était pas le bienvenu.

Comme si cela ne suffisait pas, une meute des jeunes gens hystériques, encadrée par la police et scandant des slogans et chants hostiles à la Belgique, a fait irruption aux abords de l'ambassade. Calicots et banderoles à portée de main, ces jeunes ont tout fait pour perturber la cérémonie. Apparemment, ils auraient reçu la consigne de ne pas laisser Didier Reynders achever son discours. Téméraire et imperturbable, l'officiel belge est allé jusqu'à la fin de son adresse, faisant fi du boucan et du chahut dont il a été l'objet de la part des manifestants exigeant curieusement le corps de Lumumba. « Nous disons non à la Belgique, non aux Belges dans notre pays,

ce sont eux qui ont assassiné Lumumba », scandaient-ils.

Les jeunes manifestants ont accusé l'ancienne Métropole, à travers son ministre présent à Kinshasa, d'avoir participé à l'assassinat de Lumumba et fait disparaître sa dépouille. Dans son discours, Didier Reynders a déclaré que son pays « ne soutient aucun courant politique en RDC, mais plutôt les soutient tous ». Et d'ajouter que l'impasse actuelle ne peut être résolue que par des élections libres et transparentes. Il a posé pour préalable le rétablissement de la confiance par un calendrier électoral crédible et un processus électoral permettant à tous de participer de manière équitable et d'exprimer leurs opinions librement.

Alain Diasso

## CHOLÉRA

## Six nouveaux cas notifiés dans l'Ituri

Selon l'Agence congolaise de presse qui cite les sources médicales locales, la résurgence de l'épidémie dans la région serait due à la sécheresse qui sévit actuellement dans la localité de Tchiona, située au bord du lac Albert.

La division provinciale de la santé de l'Ituri assure déjà la prise en charge médicale des malades grâce également à l'intervention des partenaires du gouvernement congolais. A côté de cette prise en charge qui passe par la réhydratation du malade, la sensibilisation de la communauté doit aussi être assurée car le choléra étant une maladie des mains sales, il convient de respecter les règles élémentaires d'hygiène, notamment le lavage des mains avec du savon ou avec de la cendre.

Notons que les localités se trouvant au bord du lac Albert sont des contrées endémiques au choléra. En effet, la majorité de population se sert de l'eau de ce lac sans pour autant la bouillir. Or, le non-respect des règles d'hygiène contribue à la propagation de la maladie.

Depuis quelques mois, le choléra est en progression en RDC. La région du grand Kasai reste le foyer de la maladie. Les trois provinces touchées sont le Kasai, la Lomami et le Sankuru. Avec cinq cent vingt-un cas et trente-cinq décès, la région concentre à elle-seule 32,9% des cas de choléra et 81,3% des décès rapportés sur l'ensemble du territoire. Le gouvernement, avec ses partenaires, organise la riposte. La mise en œuvre du deuxième plan global de riposte contre l'épidémie de choléra a été évaluée à huit millions de dollars américains.

Lors du point de presse qu'il a tenu dernièrement à l'Hôtel du gouvernement, le coordonateur national du programme national d'élimination du choléra et des maladies diarrhéiques avait lancé un appel à la mobilisation des fonds auprès des partenaires internes et externes pour appuyer la RDC dans l'exécution des interventions contenues dans ce plan global de riposte.

Aline Nzuzi

## TRANSPORTS ET ÉQUIPEMENTS

## L'OEBK change d'animateur

**Francis Wombali a officiellement pris les commandes de l'important service de l'État qui gère le péage et la maintenance du pont de Matadi, dit « Maréchal », en remplacement de Modéro Nsimba.**

Créée dans les années 1972 par le maréchal Mobutu, l'Organisation pour l'équipement Banana-Kinshasa (OEBK) a occupé une place cruciale dans le secteur des transports en République démocratique du Congo (RDC). Organe de conseil auprès du gouvernement central sur les questions liées aux transports, l'OEBK est au cœur de quelques projets stratégiques comme la construction du port en eau profonde de Banana, du chemin de fer Kinshasa-Matadi et du chemin de fer Kisenso-Kimbaseke.

Quarante-cinq ans après sa création, le bilan reste assez maigre. Faute de moyens financiers, le seul grand projet réalisé est le célèbre pont Maréchal, un ouvrage métallique de 722 m de long qui traverse le fleuve Congo pour relier la partie Bas-Fleuve aux Cataractes. Pourtant, l'OEBK a porté en elle l'espoir du renouveau du secteur des transports grâce à un projet budgétivore qui promet de relancer durablement le pays avec l'érection du premier port en eau profonde de Banana. C'est le troisième grand chantier national à fort impact économique sur le pays, après Inga III et Zongo. Il permettra de construire un port très long, avec plus ou moins 1 600 m de quai. Son érection va permettre de récupérer les marchandises déviées vers Pointe-Noire, au Congo Brazzaville. Le projet de chemin de fer Banana-Matadi dépendra de la construction du port en eau profonde de Banana. Leur coût global est estimé au-delà de cinq milliards de dollars américains.

L'OEBK est une société à caractère technique qui fait face actuellement à bien des défis. Au premier plan, il y a le problème de la formation et la recherche par manque d'écoles profes-

sionnelles sur l'étendue du territoire national. Par conséquent, la plupart des sociétés publiques continuent à peiner pour recruter des jeunes capables de leur offrir leur expertise. Et le recyclage du personnel ne répond pas totalement à la forte demande en main d'œuvre technique qualifiée. Par ailleurs, le conflit des générations vient complexifier davantage l'équation. Beaucoup de jeunes ne peuvent percer dans un contexte de domination totale des anciens qui s'impliquent très peu dans la formation des recrues. Il n'est pas étonnant que le directeur général sortant n'ait pas hésité à placer son mandat sous le signe de la jeunesse à apporter à une société quadragénaire. À l'époque, il a appelé à un nouvel état d'esprit propice au développement de l'OEBK et à travers elle, de l'ensemble du pays.

Dès sa prise de fonction, le nouveau directeur général, Francis Wombali, a promis de s'appuyer sur la franche collaboration de l'ensemble du personnel de l'OEBK. Son prédécesseur, Modéro Nsimba, n'a pas manqué de mettre à sa disposition son expérience de quatre années à la tête de cette structure. Plusieurs dossiers se trouvent déjà sur la table du nouveau manager. Hormis les grands projets pour lesquels le service a mené d'importantes études ces dernières années, il y a des questions plus brûlantes. Nous citerons, par exemple, la pression grandissante des utilisateurs du pont Maréchal pour une révision à la baisse des frais de péage. En septembre dernier, les transporteurs ont menacé d'observer un arrêt d'activités au cas où l'OEBK n'apporterait pas de réponse à leur demande de baisse de 3 500 à 2 000 francs congolais par véhicule. Si les activités ne sont pas perturbées au port de Boma, l'on estime qu'au moins mille à mille deux cents véhicules passent chaque jour par le pont Maréchal au point de constituer la première source de revenus pour l'OEBK.

Laurent Essolomwa

## SANTÉ

La RDC a participé à la 38<sup>e</sup> session du Fonds mondial de lutte contre le sida

**Le pays a été représenté à la grande rencontre tenue à Genève, en Suisse, par Zaina Hakizinga, directrice de cabinet adjointe du ministre de la Santé, le Dr Oly Ilunga.**

La représentante de la République démocratique du Congo (RDC) a porté haut la voix de son pays à la 38<sup>e</sup> session du conseil d'administration du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Mettant à profit son séjour suisse, elle a noué des contacts avec des organisations internationales de la santé et avec des donateurs représentés au plus haut niveau. Zaina Hakizinga s'est entretenue notamment avec la présidente du conseil d'administration du Fonds mondial, de Médecins sans Frontière et bien d'autres partenaires. Au nom du ministre de la Santé publique, elle a exprimé à la présidente et au vice-président du Conseil d'administration du Fonds mondial les encouragements de son pays concernant les initiatives prises par cette organisation à travers ses interventions dans le monde et plus particulièrement en RDC pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Avec ses différents interlocuteurs, Zaina Hakizinga n'a pas manqué de mettre un accent particulier sur les objectifs d'agir de manière efficace et adaptée dans l'ensemble des pays, afin que toute la population concernée ait un accès à des ser-

vices de santé de qualité et à la prévention au traitement. La 38<sup>e</sup> session du conseil d'administration du Fonds mondial a été aussi marquée par la désignation de Peter Sands comme directeur exécutif de ce Fonds pour la période 2017-2022. Il a ainsi reçu mandat de développer l'impact de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, et de mettre en place des systèmes de santé résistants et pérennes.

Ces assises ont été organisées dans le cadre de la mission du Fonds mondial consistant à attirer, gérer et décaisser des ressources supplémentaires pour contribuer, de manière considérable et durable, à la lutte contre ces trois maladies dans des pays où le besoin se fait sentir ainsi que pour réduire la pauvreté dans le cadre des objectifs du millénaire pour le développement. L'objectif poursuivi est de mettre fin aux pandémies comme menaces à la santé publique d'ici à 2030. Durant cette rencontre, un état des lieux a été fait sur les mesures importantes arrêtées lors du conseil d'administration précédent. Ces mesures visaient le renforcement de l'impact du Fonds mondial et l'optimisation de son efficacité dans l'éradication des épidémies.

À cette rencontre de haut niveau, on a noté la présence aussi bien des délégués des gouvernements, du secteur privé en matière de santé que des acteurs de la société civile.

Aline Nzuzi

## FOOT/FINALE DE LA C2 AFRICAINE

## Mazembe surclasse Supersport Utd et poursuit son règne

**Deux buts à un au match aller à Lubumbashi et zéro but partout au match retour à Pretoria, les Corbeaux ont simplement été plus robustes que leurs adversaires, au terme de la double confrontation en finale de la 14<sup>e</sup> édition de la compétition. Mazembe devient le deuxième club à conserver ce trophée, après le CS Sfaxien en 2007 et 2008.**

C'est au match aller, une semaine plutôt à Lubumbashi, que le TP Mazembe avait tout fait. Les Corbeaux l'avaient emporté face aux joueurs venus d'Afrique du Sud par deux buts à un. Le 25 novembre, au Lucas Moripe Stadium de Pretoria, il n'y a pas eu de but entre les deux formations en finale retour. Un zéro but partout, c'est le score définitif au terme d'un match plaisant entre les deux équipes. Si Supersport a été crédité de 60 % de possession de balle à la fin de la partie, les Corbeaux se sont créés bien plus d'occasions nettes de but en première période avec Rainford Kalaba, Daniel Adjei, etc.

Pour cette rencontre, le onze de départ de l'entraîneur Pamphile MiyahoKazembe s'est composé du gardien de but ivoirien, Sylvain Gbohouno; en défense, Arsène Zola, Joël Kimwaki, le Zambien KabasoTshongo et DjoissamaMpeko. Le Zambien Nathan Sinkala, l'Ivoirien Christian Koffi Kouamé et le Ghanéen Daniel Adjei(remplacé à la 64<sup>e</sup> mn par Miché Mika) ont formé le trio



Les Corbeaux du TP Mazembe célèbrent leur victoire en finale de la Coupe de la Confédération 2017 (PHILL MAGAKOE/AFP)

du milieu de terrain, alors que Ben Malango a été le danger dans l'axe devant la défense de Supersport, aidé sur les côtés par le Malien Adama Traoré (remplacé à la 74<sup>e</sup> mn par le Ghanéen Salomon Asante) à droite et RainfordKalaba (remplacé à la 60<sup>e</sup> mn par Meschak Elia) à gauche. Le coach Éric Tinkler de Supersport, pour sa part, a placé Williams dans les perches et dans le champ Nhlapo (remplacé par Kekana à la 46<sup>e</sup> mn), Mashamaite, Daniels, Modiba, Furman, Letsholonyane, Phala, Mbule (remplacé à la 81<sup>e</sup> mn par Nkhatha), Grobler et Brockie (remplacé à la 66<sup>e</sup> mn par Wome). Le coach Pamphile Mihayo avait pris des

précautions avant le match. « Je m'attends à un match difficile. C'est la dernière bataille en C2 cette saison. Ma tâche, pour cette finale retour : mettre une équipe en place, lui demander de bien jouer afin d'obtenir un résultat qui nous permettra de gagner la Coupe. Ce genre de match se joue dans un contexte où la tactique l'emporte sur la technique. Mon équipe se présentera, face à Supersport et son public, avec l'envie de résister dès l'entame, parce que l'adversaire tiendra à remonter son handicap. Mais loin de nous l'idée de ne penser qu'à défendre l'avance acquise au match aller, le TMP jouera son football

comme il sait le faire. Pour atteindre la finale, j'ai bâti une équipe homogène. Je me suis focalisé sur la capacité des joueurs expérimentés à encadrer, à faire progresser les jeunes, et la volonté des jeunes d'apprendre tout en jouant au haut niveau. Tous, ensemble, ils travaillent à chaque match pour faire gagner l'équipe. J'ai eu recours à tout le monde », avait-il déclaré. Mazembe a mené une campagne exceptionnelle pour, à la fin, conserver le trophée remportée en 2016 face Mouloudia Olympique de Bejaia d'Algérie. Il a livré quatorze rencontres en Coupe de la Confédération, sans en perdre une. C'est donc en véritable ogre du football continental que Mazembe s'est présenté en finale de la C2 ; et logiquement, il a conservé le trophée. Le TPM aujourd'hui, c'est cinq titres en Ligue des champions (1967, 1968, 2009, 2010 et 2015) et deux finales malheureuses (1969 et 1970), deux titres en Coupe de la Confédération (2016 et 2017), et une finale perdue en 2013, un trophée de l'ex-Coupe d'Afrique des vainqueurs des coupes (1980), trois super Coupes d'Afrique (2010, 2011 et 2016) et vainqueur de la Super Coupe d'Afrique (2010, 2011 et 2016). C'est le deuxième club le plus titré d'Afrique avec onze trophées continentaux en tout, derrière Al Ahly d'Égypte qui en a grappillé dix-neuf.

Martin Engimo

## PROJET DE LOI ÉLECTORALE

## Vive controverse autour du seuil de représentativité nationale

**Pendant que certains approuvent le seuil de représentativité dans le processus de répartition des sièges des députés en RDC, d'autres le rejettent estimant qu'il ne va pas dans le sens du renforcement de la démocratie et de la cohésion nationale.**

La nouvelle loi électorale en débat à l'Assemblée nationale divise la classe politique. Les députés, qui examinent ce document de vingt-neuf pages depuis le 27 novembre, tentent de recadrer ce qu'ils considèrent comme une déviation, à savoir le seuil de représentativité introduit dans ce projet de loi censé être adopté d'ici au 1er décembre avec une possible promulgation le 15 décembre.

Ils sont nombreux, ces élus du peuple, tant de la majorité que de l'opposition, qui rejettent

cette nouvelle donne la qualifiant d'antidémocratique. En effet, le projet de loi électorale porté par le vice-Premier ministre chargé de l'Intérieur, Emmanuel Shadari Ramazani, est formel : le seuil de représentativité qu'il introduit prévoit que les partis, regroupements politiques ou des candidats indépendants devront désormais atteindre ou dépasser « 3% du nombre total de suffrages valablement exprimés » au niveau national pour espérer remporter des sièges dans l'hémicycle.

Autrement dit, ne pourra siéger au Parlement qui veut. Seuls ceux qui vont justifier d'une certaine assise populaire pourront prétendre parler au nom des Congolais. La restriction qu'impose cette innovation de taille n'est pas du goût des partis politiques sans base réelle, faiblement implantés à l'échelle nationale et

n'ayant qu'un ancrage fragmentaire dans une petite portion du territoire national. Avec un, deux ou trois députés élus dans des conditions souvent aléatoires, ces partis-mallettes doivent leur existence à leur appartenance dans des plates-formes électorales significatives en composant avec des grands partis ayant pignon sur rue. La plupart d'entre eux avaient été créés par pure « stratégie électorale » comme des « partis-tiroirs, sans militants et sans drapeau », juste pour le besoin d'accompagnement des grands partis à l'instar du PPRD qui, à une certaine époque, peinait à atteindre seule la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Aujourd'hui, le temps des alliances paraît être révolu. Le parti présidentiel veut aller en solitaire et espère atteindre le seuil de 3% requis de représentativité, ce qui

lui permettrait d'être plus à l'aise dans la conduite du jeu politique au Parlement et, surtout, de ne plus partager les responsabilités au sein du gouvernement et des entreprises publiques avec des alliés politiques incontrôlables, voire avec des opposants. La motivation liée à l'introduction de ce seuil de représentativité dans le processus de répartition des sièges des députés tient, selon le ministre Emmanuel Shadari, à la nécessité de décourager les « candidatures fantaisistes » et favoriser « des regroupements des partis politiques ». Dans un microcosme politique congolais fort de ses 703 partis politiques, la rationalité exige que l'on combatte toute multiplicité des candidatures aux législatives pouvant avoir un impact financier considérable sur le coût global des élections.

Pour les défenseurs du seuil de représentativité, cette donne contribuera à lutter contre une plus grande fragmentation du paysage politique congolais en plus de stabiliser le système électoral en facilitant, notamment, le consensus sur les grands sujets d'intérêt national. Cependant, pour les députés réfractaires à cette nouvelle approche, à l'instar de Delly Sessanga, cette « prétendue » innovation ne va pas dans le sens du renforcement de la démocratie et de la cohésion nationale. D'aucuns redoutent que l'adoption du seuil de représentativité n'entraîne une différence de traitement entre les petits partis politiques et les grands. Dossier à suivre.

Alain Diasso

## MARCHE PACIFIQUE DU 30 NOVEMBRE

## Félix Tshisekedi défie Kimbuta et la police

**Estimant que la mesure du gouverneur interdisant toute manifestation publique jusqu'à nouvel ordre est sans objet, le président du Rassop/Limete maintient son activité et appelle les Congolais à y participer massivement.**

La ville de Kinshasa s'est réveillée comme d'ordinaire le 28 novembre. Aucune trace des manifestants dans les différentes artères alors que, il y a peu, majorité et opposition entendaient manifester ce même jour avec des exigences, somme toute, contradictoires: les uns soutenant le calendrier électoral publié par la Ceni et les autres le rejetant avec option d'en découdre avec le pouvoir en place. Pendant que l'opposition s'est rétractée en dernière minute en repoussant sa manifestation au 30 novembre afin d'éviter toute collusion avec les partisans de la majorité, ces derniers avaient, au départ, maintenu leur marche pour le 28 novembre avant d'y renoncer.

Le gouverneur de la ville de Kinshasa s'est interposé et a interdit les deux marches pacifiques projetées par les deux familles politiques entre le 28 et le 30 novembre. En tant qu'autorité compétente, André Kimbuta a estimé que les conditions n'étaient pas réunies pour assurer un encadrement efficace des manifestants par la police. À l'en croire, ces deux marches étaient « programmées quasiment aux mêmes dates avec des itinéraires multiples, partant de plusieurs endroits de différentes communes avec des points de chutes qui s'entrecroisent, rendant ainsi difficile l'encadrement efficace de la police ».

Si à la majorité, on s'est plié à la décision du gouverneur la trouvant amplement justifiée pour des raisons susmentionnées, l'opposition radicale, à travers le Rassemblement/Limete, n'entend pas se dédire et confirme sa marche pour le 30 novembre. Son président, Félix Tshisekedi, tient à passer outre la décision d'André Kimbuta et invite les Kinois à accompagner l'action de sa plate-forme. « Lorsque le jour viendra, le 30 novembre, ce sera notre droit de manifester. Personne dans ce pays ne peut nous l'interdire. Pour nous, cette histoire d'interdiction des marches n'existe pas. Nous serons dans les rues de Kinshasa. Nous parlerons au nom du peuple », a-t-il promis.

Alain Diasso

**LE COURRIER DE KINSHASA**  
www.lesdepechesdebrazzaville.com

**BON PLAN! RECRUTEMENT**

**Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent**

**FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES**  
rejoignez notre équipe marketing

**+243.856.43.6723**

Immeuble ex FORESCOM, 1er niveau  
Avenue des Douanes n°4  
Kinshasa, Gombe - RDC

## COP 23

## Le sofa vert, symbole de la transition énergétique portée par l'Allemagne

Le gouvernement allemand a trouvé une idée insolite de promouvoir son engagement pour lutter contre le changement climatique en faveur de l'énergie nouvelle.



Sofa vert en transit sur le stand allemand à Bonn Zone COP23. Ici, Jean-Pierre Ngoma, directeur de l'information de Télécongo livrant son message pour participer à la sauvegarde de la nature/crédit photo : MAN

Dans le site de Bonn Zone, les visiteurs de la COP23 ont pu découvrir un drôle de sofa vert installé à l'entrée du stand de l'Allemagne. Jan-Benjamin Spitzley, proposé à l'accueil de cet objet insolite, invitait les passants à s'y asseoir, le temps d'adresser leurs messages appropriés sur les multiples résolutions à trouver sur les changements climatiques. Il expliquait que ce sofa vert avait déjà fait le tour du monde en parcourant près de 80 000 km. D'illustres personnages y ont pris place : personnalités des plus connues à d'autres moins connues. Plus récemment, Em-

manuel Macron, Nicolas Hulot, Ségolène Royal, Christian-Martial Poos ou Jean-Pierre Ngoma de la télévision congolaise.

Ce même sofa vert parcourt le monde et, à chaque transition, c'est un peu le point de rendez-vous obligé où les gens, s'ils en éprouvent le besoin, peuvent se réunir pour mettre en pratique le changement. L'Allemagne, pour promouvoir le Dialogue sur la transition énergétique de Berlin 2016 dans le monde, l'a imaginé comme point de rencontre. Et Jan-Benjamin Spitzley d'annoncer qu'au cours des prochains mois, « vous trouverez

le canapé écologique «Green Energiewende» sur tous les «hotspots Energiewende», littéralement en français, les points chauds.

Les contributions de l'Allemagne pour lutter contre le changement climatique sont multiples, mais, surtout en ce qui concerne l'énergie transition, ils sont importants : d'ici à 2020, s'agissant du gaz à effet de serre de l'Allemagne, les émissions doivent être réduites de 40% par rapport à 1990 et de 20 à 95% jusqu'en 2050.

Marie Alfred Ngoma  
de retour de la COP23 à Bonn  
en Allemagne

### INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO

## Le public découvre les différents métiers de l'espace culturel

Des journées portes ouvertes, organisées du 25 au 26 novembre à Brazzaville, ont mobilisé un grand monde qui a pu se rendre compte de ce qui se fait dans le centre culturel.

Initiées par Marie Audigier, directrice déléguée de l'Institut français du Congo (IFC), les journées portes ouvertes ont permis au public de découvrir tous les métiers, le savoir-faire et talents de l'équipe de cet institut. C'est aussi l'opportunité pour ce lieu culturel de montrer, pour la première fois depuis son existence au Congo Brazzaville, la richesse de sa programmation. « Il y a énormément de compétences que beaucoup de gens ignorent », a indiqué la directrice déléguée.

À cette occasion, plus d'une vingtaine de stands ont été érigés, notamment avec les images du festival du livre Filaf, festival images et histoire, festival de BD Bilili, Mboté hip hop, Brazza, forum des métiers, fête de la mu-

sique et des articles de nombreux partenaires.

Durant deux jours, le public a visité les différents stands et a également suivi en continu le film documentaire de Yann Arthus Bertrand Le Congo vu du ciel sur Lac Télé, les chutes de la Loufoulakari, le fleuve Congo et barges gênantes, Brazzaville ainsi que le festival Louis de Funès. La création de Fortuné Bateza, comédien congolais, une mise en scène d'un extrait de Fantômas d'André Hunebelle et le film Les Gendarmes et les Gendarmettes de Jean Girault et de Tony Aboyantz faisaient partie de la programmation.

Ont été aussi projetés : Le Gendarme se marie de Jean Girault ; Le Gendarme et les extra-terrestres ; La Folie des Grandeurs de Gérard Oury et La Grande Vadrouille.

La directrice déléguée de l'IFC s'est dit contente de voir la concrétisation de cet événement. « C'est pour la première fois que l'Institut français du

Congo organise un tel événement. Cette idée colle parfaitement à l'esprit d'ouverture de l'ensemble de l'équipe de l'IFC. C'est une journée qui nous permet de dire à tous les Congolais que nos portes sont ouvertes », a fait savoir Marie Audigier

Khady Fall Diagne, enseignante expatriée de lettres au lycée Saint-Exupéry de Brazzaville, a apprécié favorablement l'initiative. « Je salue cette formidable initiative. L'institut français est un lieu de circulation de culture, de partage, de rencontre et nous permet de construire les passerelles entre les différents milieux scolaire, institutionnel, administratif et même civil. C'est un moment fort », a-t-elle dit

L'un des visiteurs, satisfait de l'activité, a déclaré : « Cette journée est importante, elle m'a permis de découvrir les choses que je ne connaissais pas. Je viens souvent à l'IFC pour suivre soit un film ou le théâtre. C'est pour la première fois que j'assiste à une telle journée ».

Rosalie Bindika

## SOMMET UE-AFRIQUE

## L'immigration et la sécurité au coeur de la rencontre d'Abidjan

La cinquième rencontre entre les deux parties se tient, du 29 au 30 novembre, dans la capitale économique de Côte d'Ivoire, et sera consacrée au scandale international de la vente de migrants africains comme esclaves en Libye ainsi qu'aux menaces terroristes. Près d'une centaine de chefs d'Etat et de gouvernement y est attendue.

Les organisateurs estiment que plus de cinq mille participants des pays d'Afrique et vingt-huit d'Europe, ainsi que l'ONU et des organisations internationales, prendront part aux assises de la capitale économique ivoirienne.

La vente aux enchères de migrants en Libye, décriée par la communauté internationale, a de nouveau mis sur le devant de la scène

tenariat réel, profond, qui – je pense – peut arriver à avoir des résultats importants », a-t-elle estimé.

Le sommet d'Abidjan revêt une importance capitale puisque des centaines de milliers de jeunes africains désespérés par le chômage, la pauvreté et l'absence de perspectives dans leurs pays tentent d'immigrer vers l'Europe. Or, d'après les prévisions de l'ONU, la population africaine a quasi doublé ces vingt-cinq dernières années (à 1,2 milliard d'habitants actuellement) et devrait encore doubler d'ici à 2050.

En ce qui concerne la sécurité, la nécessité d'agir s'impose aussi bien aux Européens qu'aux Africains, au moment où l'Afrique de l'ouest connaît depuis quelques années une montée en puissance de groupes

**« Les révélations d'esclavage et de traite d'êtres humains sont insupportables pour nous, des deux côtés – européen et africain »**

la question de l'immigration africaine vers l'Europe. C'est pour cela que les chefs d'Etat de l'Union africaine, dont le président du Niger, Mahamadou Issoufou, ont expressément demandé que cette pratique dévoilée au grand public par un récent reportage de la chaîne américaine CNN, puisse figurer à l'ordre du jour du sommet. La cheffe de la diplomatie de l'Union européenne (UE), Federica Mogherini, a, pour sa part, dit que la situation des migrants en Libye a été une source d'immense préoccupation pour (les) deux continents, lors de ces derniers mois et années. « Les révélations d'esclavage et de traite d'êtres humains sont insupportables pour nous, des deux côtés – européen et africain », a-t-elle relevé devant le Parlement européen. « Du côté européen, du côté africain, nous partageons le même objectif : celui de protéger les personnes et de démanteler les réseaux criminels. Finalement, je pense que dans les derniers dix, douze mois, nous avons trouvé la façon de travailler ensemble, avec un par-

djihadistes, en partie liée à la désespérance de la jeunesse africaine, selon des analystes.

L'UE affiche son soutien au G5 Sahel formé du Mali, du Niger, de la Mauritanie, du Burkina Faso et du Tchad, en s'efforçant de mettre en place une force antidjihadiste dans cette région. Malgré cela, le financement de l'opération est encore largement insuffisant, même si l'organisation a déjà promis cinquante millions.

A ce jour, seule la moitié du budget de cette force a été réunie, bien qu'il ait été divisé par deux, notamment à deux cent quarante millions d'euros.

Depuis la chute en 2011 du régime de Mouammar Kadhafi, les passeurs, profitant du vide sécuritaire et d'une impunité totale en Libye, font miroiter à des dizaines de milliers de personnes cherchant une vie meilleure, qu'elles peuvent gagner facilement l'Europe en passant par l'Italie qui se trouve à 300 km des côtes libyennes.

Nestor N'Gampoula

## FORUM CHINE AFRIQUE INVESTMENT

## A Marrakech, Africains et Chinois posent les jalons d'une nouvelle relation

**Le China-Africa Invest Forum s'est tenu les 27 et 28 novembre sous le signe de la coopération et du développement concerté. 170 entrepreneurs chinois ont fait le déplacement.**

Pendant deux jours, le China Africa Forum Investment a rassemblé investisseurs, chefs d'entreprises et politiques d'Afrique et de Chine venus à Marrakech pour évaluer les opportunités d'affaires et ouvrir le chapitre d'une nouvelle relation équilibrée. L'enjeu est de taille : avec l'aide de la Chine, l'Afrique peut donner un vrai

sés, des atouts solides et des objectifs partagés.

Pour l'Afrique d'abord, «terre méritante riche de talents, de jeunes, de progrès», comme l'a souligné le ministre marocain de l'Industrie, de l'investissement, du commerce et de l'économie numérique, Moulay Hafid Elalamy, dont le pays vient d'adhérer à l'initiative OBOR et entend clairement se positionner en plate-forme stratégique entre le continent et la Chine. Marquée par une croissance forte de 5% en moyenne avec des indicateurs du développement humain qui s'améliorent, l'Afrique ne participe encore que faiblement au commerce interna-

améliorer ses rendements agricoles, ainsi que les ressources de son sous-sol, développer ses infrastructures.

Pour la Chine, l'ambition est de créer à très court terme une classe moyenne et devenir ainsi le premier consommateur mondial. En trente-cinq ans, des villes industrielles ont émergé dans toutes les provinces du pays, occasionnant des milliers d'emplois qui ont sorti la population de la grande pauvreté. Des changements structurels s'opèrent, dont le développement de la consommation domestique qui s'appuie sur une hausse des salaires. Mais, cette augmentation du coût du travail nécessite aujourd'hui de délocaliser une partie de l'industrie chinoise pour conserver sa compétitivité.

#### Bâtir un avenir profitable à tous

En moins de vingt ans, les Chinois sont devenus les premiers investisseurs internationaux en Afrique et les revenus générés sur le continent pourraient progresser de 144% d'ici à 2025. La relation Chine-Afrique a encore un immense potentiel. L'initiative « One Belt One Road » (OBOR) présentée comme l'occasion d'accélérer les investissements en Afrique suscite néanmoins des interrogations multiples. Comment bâtir un avenir profitable à tous et mieux aligner les exigences et attentes des Africains avec les intérêts des investisseurs chinois ? Pour Mustapha Bakourky (Agence marocaine de l'énergie solaire et président de la région Casablanca Settat), bâtir un avenir commun bénéfique pour tous repose sur trois principes indissociables : valoriser les ressources en y associant un capital humain formé et un capital financier dans un cadre réglementaire qui sécurise les investissements. Une dernière condition sine qua non que Chen Jianhua (Joyvio Group) résume : «Nous sommes très ouverts sur l'Afrique mais quel est le retour sur investissement et quelle est la garantie de sécurisation de cet investissement ?».

Créer un environnement de dévelop-

pement favorable est clairement une préoccupation partagée. Qui passera, entre autres, par la création de passerelles à travers des joint-ventures, des processus industriels de transformation avec des compétences locales, et

leur terme, et dans la durée, les projets avec l'appui des banques africaines. «Dans une approche concertée, régionale et continentale», insiste Paul Obambi.

Un défi que le marocain Othman Ben-

#### REPERES

- En moins de 20 ans, la Chine est devenue le premier partenaire économique de l'Afrique.

- Les échanges commerciaux sino-africains ont atteint 190 milliards \$ en 2016 et sont aujourd'hui plus importants que ceux du Continent avec l'Inde, la France et les États-Unis réunis.

- Plus de 10.000 entreprises industrielles chinoises opèrent en Afrique et génèrent un volume d'affaires de plus de 60 milliards \$ par an.

- Pour l'année 2016, la Chine est le 1er investisseur étranger en Afrique avec 36,1 milliards \$ engagés dans le continent, soit 15 fois plus qu'en 2015.

- Les secteurs ayant principalement bénéficié de ces IDE sont le BTP (40,20%) et l'industrie (21,11%).

- La Chine a annoncé en décembre 2015, à Johannesburg, un soutien financier pour l'Afrique, de 60 milliards \$.

- Une nouvelle institution de financement a été créée en janvier 2016, pour financer les investissements chinois en Afrique : le Fonds de coopération industrielle Chine-Afrique, doté de 10 milliards \$.

- A fin 2016, les entreprises chinoises ont participé à la construction de près de 100 parcs industriels dans le Continent (dont 40 sont déjà opérationnels), à la réalisation de 5.756 km de voies ferrées, 4.335 km d'autoroutes, 9 ports, 14 aéroports et 34 centrales électriques, ainsi que plus de 10 grandes centrales hydroélectriques.

**Source :** Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Economie Numérique du Maroc



Une vue du Forum Chine Afrique Investment à Marrakech (BdC/Adiac)

coup d'accélérateur à son développement. Mais si l'Afrique a besoin de la Chine pour l'accompagner, la Chine a besoin de l'Afrique pour améliorer sa compétitivité et accéder à un marché de plus d'un milliard d'habitants. Formalisée sous le nom de «One belt one road» (OBOR), la nouvelle route de la soie repose sur des intérêts croi-

tionnel et reste assujettie aux fluctuations des matières premières.

Avec sa population qui doublera d'ici à 2025 - un actif sur cinq dans le monde sera africain -, le continent, qui va entrer dans une ère d'industrialisation, doit investir dans la transformation des biens et des matières premières,

**L'initiative de la nouvelle route de la soie ou « One Belt One Road » prônée par la Chine, est appelée à modifier la carte des échanges internationaux et à vivifier les échanges entre la Chine et le reste du monde. Elle couvre plus de 60 pays et territoires, en Asie, en Europe et en Afrique, concerne 63% de la population mondiale et 30 % de la production économique mondiale.**

bien sûr un soutien du secteur privé. Paul Obambi président de la CCI de Brazzaville et de Sapro Group en a rappelé la nécessité dans son intervention : «Tous les géants chinois qui sont arrivés ici ont été accompagnés par l'Etat chinois. Les Etats africains doivent accompagner le secteur privé en termes d'infrastructures, de financements, de cadres réglementaires pour que les projets soient soutenus et confrontés à moins d'obstacles. Voilà le rôle régalién de l'Etat qui doit être recentré dans la relation Chine Afrique». Clairement exprimées pendant ces deux jours, les attentes vont aujourd'hui vers la recherche de partenaires locaux fiables pour mener à

jelloun (Groupe BMCE Bank of Africa) inscrit dans une «vision mondiale du développement de l'Afrique coordonnée», appropriée par l'ensemble de la communauté internationale en tenant compte des objectifs de l'Union africaine et des travaux prospectifs des organisations de la Banque mondiale. Et si dans un court terme, l'Afrique arrive à résoudre le déficit d'infrastructures qui permettra de connecter les pays africains entre eux, incontestablement, l'initiative de la nouvelle route de la soie changera la participation de l'Afrique aux échanges mondiaux et constituera un catalyseur à la transformation industrielle du continent.

**Bénédicte de Capèle**

# AFROBOX

Planifiez désormais votre consommation de gaz domestique avec le détendeur **VALMECA - 54.098**



Fabriqué en Espagne par Valmeca Spain, S.L. selon la norme Européenne EN12864

CE

Livré en boîte individuelle

*Le détendeur **valmeca** est un dispositif avec manomètre et clé incorporée*



- un contrôle parfait du niveau de votre gaz (Butane)
- un système de sécurité avancé
- un raccordement facile à la bouteille (12- 35kg)
- un moyen sûr pour prévenir les ruptures brusques

**c'est pourtant simple !**

#### CONTACTS :

Brazzaville

Tél : (+242)- 05 610 49 24 / 06 877 89 91 / 04 440 45 65

Pointe Noire

Tél: (+242) - 05 608 56 26 / 06 487 43 20

Kinshassa

Tél: (+243) - 898 274 733

## PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE

Le 59<sup>e</sup> anniversaire placé sous le signe du travail

L'événement a été célébré, le 28 novembre, sous le signe de l'exhortation de tous les Congolais à cultiver les vertus du travail, au cours d'une cérémonie officielle à la Place de la République, à Brazzaville, en présence du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso.

Dans son discours de circonstance, le ministre d'Etat, ministre du Commerce, des approvisionnements et de la consommation, Alphonse Claude N'Silou a, en effet, noté que placer la commémoration de la proclamation de la République du Congo sous le signe du travail est, en vérité, une interpellation individuelle et collective à une méditation profonde sur un concept qui a une connotation particulière pour le pays.

« Dès la genèse de la République, les pères fondateurs ont décidé que cette dernière devrait être portée par un mot d'ordre, une règle d'action, une dynamique de mobilisation dont le travail devrait être le pilier majeur. C'est ainsi qu'a été conçue la devise officielle du Congo : *Unité-Travail-Progress* », a rappelé Alphonse Claude N'Silou.

Ainsi a-t-il renchérit, de 1958 à aujourd'hui, si le Congo a pu assurer à chaque Congolais la quiétude et des libertés dans l'épanouissement personnel et s'il a pu assurer à la communauté nationale des acquis indéniables qui sont des réelles promesses de déve-

loppement et de progrès, c'est grâce au travail.

« Grâce au travail de chacun et de tous ; au travail de chaque instant, de tous les instants pour que soit créé et préservé autant que faire se peut, le processus cumulatif du progrès national », a-t-il relevé.

Par ailleurs, l'orateur a noté que, seul le travail est capable de sortir le Congo de la crise financière dans laquelle il est plongé actuellement. « Comment surmonter la crise économique actuelle ? Comment renouveler les combats qui nécessitent de l'être : la lutte contre la pauvreté, contre le chômage, en un mot, la lutte contre le sous-développement ? Comment donc le faire, sinon par le travail entendu comme ce qu'il est par essence, c'est-à-dire une combinaison de toutes les valeurs positives de notre société, notamment la conscience, la responsabilité, la rigueur, la probité, le respect de la chose publique, etc. », s'est interrogé l'orateur.

#### Le travail n'est pas une servitude

Cependant, a-t-il poursuivi, proclamer haut et fort l'importance et la nécessité du travail comme on le fait maintenant, ne signifie pas que le travail doit être vécu ou imposé comme une servitude, une corvée ou une coercition. « Quelle qu'en soit la circons-



Les personnalités décorées autour du président de la République

tance, en temps de crise ou de prospérité, le travail, pour qu'il soit effectivement source d'épanouissement personnel et d'accomplissement collectif, doit être un engagement libre, une occupation de bon gré », a précisé Alphonse Claude N'Silou.

#### Près d'une dizaine de personnalités décorées

A l'occasion du 59<sup>e</sup> anniversaire de la proclamation de la République du Congo, le chef de l'Etat a élevé, dans l'ordre du mérite congolais, des citoyens qui ont rendu des services à la nation

dans différents domaines d'activités de la vie du pays. Trois d'entre eux nous ont livré leurs sentiments.

**Chantal Nonault, experte comptable:** « Je suis très honorée par cette marque de reconnaissance de la République à mon égard. C'est l'occasion de remercier le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso. Ce geste me va droit au cœur et m'encourage à travailler davantage pour être un modèle des femmes pour le Congo. »

**Casimir Zoba dit Zao, artiste musicien:** « Auparavant, j'étais chevalier dans l'ordre du mé-

rite congolais ; aujourd'hui, la République m'a élevé au rang de commandeur. Cela prouve que je travaille pour la nation. C'est le prix de mon dévouement. En tout cas, je suis très content pour cette reconnaissance de la République à mon endroit. »

**Christophe Mbouramoué, universitaire:** « C'est une reconnaissance de la République à ses serviteurs en général et à l'université Marien-Ngouabi, en particulier. Je suis très marqué par cette décoration et j'en prends acte. »

Roger Ngombé

## LUTTE CONTRE LA FRAUDE

## Un nouveau logiciel pour les douanes congolaises

La nouvelle application a été créée pour assister les administrations douanières dans la collecte et le stockage des données relatives à la lutte contre la fraude au niveau national, grâce à sa capacité d'échange d'informations aux niveaux régional et international.

Deux experts de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) séjournent depuis le 27 novembre à Brazzaville, pour former les cadres des douanes du Congo à l'utilisation du logiciel nCEN, développé par ladite organisation. « Au travers de l'adoption du nCEN, les administrations ont la capacité de gérer les informations sur tous les aspects de leurs fonctions de lutte contre la fraude, y compris les saisies et les infractions ainsi que les personnes ou entités commerciales suspectées », a indiqué Atish Cully, expert de l'OMD, à l'ouverture de l'atelier de formation qui s'achèvera le 6 décembre.

« L'application du nCEN évolue en réponse à vos besoins et suggestions, et nous sommes heureux d'annoncer que la nouvelle version du nCEN 2.7 sera prête pour la mise à niveau d'ici la fin de ce mois », a-t-il poursuivi.

L'OMD met également à jour la base

de données mondiale du nCEN, afin d'offrir de meilleures possibilités d'analyse des données mondiales et régionales et un moyen plus simple de communiquer avec d'autres pays nCEN via l'interface Icomm. Présidant l'ouverture de cet atelier, le directeur général des douanes et des droits indirects du Congo, Jean Alfred Onanga, a rappelé que cette formation fait suite à la demande des directeurs généraux des douanes exprimée lors du séminaire régional de la zone Cémac tenu l'année dernière. Précisons que c'est en 2016 à Bruxelles que le Congo a signé avec l'OMD un accord sur l'utilisation du nCEN. Pour permettre à l'administration des douanes de faire face aux défis actuels, le gouvernement congolais a autorisé, il y a quelques années, l'installation du logiciel sydonia word qui est un système de gestion de douanes automatisé couvrant la plupart des procédures de commerce extérieur. Développé à Genève par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, ce logiciel traite les manifestes, les déclarations de douanes, les procédures de comptabilité, le transit et les régimes suspensifs.

Lopelle Mboussa Gassia

## CLIMAT DES AFFAIRES

## L'Unoc présente ses préoccupations au Sénat

Une délégation des opérateurs économiques nationaux, conduite par leur président, El Hadj Abdoulaye Djibril Bopaka, a fait part, le 24 novembre à Brazzaville, de leurs doléances à la chambre haute du Parlement face à la détérioration inquiétante de leurs activités.

Dans son exposé, le président du patronat congolais a dressé un tableau préoccupant de la situation des opérateurs économiques congolais dont l'effectif est passé de 16 000 en 2015 à 2700 aujourd'hui et cela, dans tous les secteurs d'activités confondus. Ceci, a-t-il souligné, pour des raisons touchant d'abord la politique économique intérieure. « Notre préoccupation, c'est la conjoncture macroéconomique du pays vis-à-vis de la crise qu'il traverse. Vous le savez, en tant que fils du pays, garants des acteurs économiques, nous ne pouvons pas rester indifférents de ce qui se passe. Nous sommes les premiers à être touchés, parce que nos activités ne marchent plus », a déclaré le président de l'Union nationale des opérateurs congolais (Unoc).

La même plainte a été exprimée au sujet du partenariat public-privé avec la mise en place, il y a quelques années, d'une plate-forme du haut conseil public-privé resté malheureusement en berne du fait

de n'avoir pas fonctionné normalement.

La création, en mars 2017, d'un comité ministériel en lieu et place du haut conseil de dialogue public-privé a suscité, selon El Hadj Abdoulaye Djibril Bopaka, autant d'espoirs qui ont été cependant déçus du fait que celui-ci est composé de fonctionnaires, de ministres et autres agents de l'Etat que des opérateurs congolais. « La question des affaires concerne le monde des affaires. Comment pouvons-nous être absents dans une telle structure et s'attendre à de bons résultats ? », s'est interrogé le président de l'Unoc. Le financement des entreprises privées a également été un des aspects de cette rencontre. « Comme vous le savez, malgré les bons moments que nous avons connus, les entreprises privées n'ont pas connu une amélioration en ce qui concerne le financement. Ces entreprises travaillent sans structures d'appui, sans mesures d'accompagnement et à ce niveau, cela pose énormément problème », a martelé le président de l'Unoc.

ment problème », a martelé le président de l'Unoc.

D'après El Hadj Abdoulaye Djibril Bopaka, les opérateurs économiques connaissent des problèmes, parce qu'ils n'ont pas de structures pour les accompagner depuis que la politique de crédit a pris fin.

Enfin le dernier point soulevé est la situation du sinistre des opérateurs, qui ont perdu leur outil de travail pendant les guerres. Ici, le président de l'Unoc a appelé à un dialogue entre l'Etat et les opérateurs en vue de trouver des solutions. « Pour remettre les pendules à l'heure, il faut donc des mesures concrètes. », a-t-il estimé.

Répondant à ces plaintes, le président du Sénat, Pierre Ngolo, a d'abord salué le bon sens des opérateurs économiques du fait d'avoir intériorisé la conjoncture actuelle, avant de les inviter à être optimistes. « La situation est grave et ceci nous interpelle tous. Ceci appelle aussi à une remise en cause de nos habitudes et comportements. Nous avons pris bonne note et le gouvernement est en train de travailler pour adapter nos comportements à la situation. La crise, certes, est là mais elle passera », a-t-il conclu.

Jean Jacques Koumba

## CHU DE BRAZZAVILLE

## Le personnel appelé à se faire recenser

**Le directeur général du plus grand centre sanitaire du Congo, Jérémie Mouyokani, a lancé, le 27 novembre à Brazzaville, l'opération de recensement des agents de sa structure**

L'objectif de l'opération, a expliqué le directeur général du CHU, est de rationaliser la gestion des ressources humaines de l'établissement. Il est aussi question de déterminer les effectifs ainsi que leur répartition par catégorie; répertorier les emplois et fonctions en usage au CHU; vérifier leur adéquation avec les missions de la structure.

Les résultats attendus sont, entre autres, la maîtrise des effectifs; la vérification de l'adéquation emploi/compétence; la maîtrise de la masse salariale; l'identification des services externalisés ou à externaliser. Jérémie Mouyokani a, en outre, appelé les agents au sens de responsabilité pour une compréhension commune et partagée gage, a-t-il signifié, de la réussite de cette opération dont le but est de renforcer la gouvernance du CHU. « Cette campagne est pilotée par une équipe technique constituée

d'experts du ministère de Travail et de la fonction publique. Toutes méthodologies (supports de collecte de données, fiches de renseignements adaptées au contexte du CHU) ont été mises en place », a conclu Jérémie Mouyokani.

Rappelons que l'opération de recensement des agents du CHU de Brazzaville est une recommandation du chef de l'Etat qui avait instruit le gouvernement, lors de la réunion du Conseil des ministres du 7 août, d'y procéder, dans les meilleurs délais, afin de permettre la maîtrise des effectifs.

La masse salariale de cet établissement sanitaire jouissant d'une autonomie financière s'établit à plus de sept milliards FCFA par trimestre pour près de trois mille travailleurs, indiquait le compte rendu du Conseil des ministres.

#### Les frais d'accouchement revus à la baisse

Par ailleurs, au cours d'une conférence de presse animée le 26 novembre à Brazzaville, le directeur général du CHU a indiqué qu'une campagne d'accouchement nor-



Les agents du CHU-B le premier jour du recensement/ crédit photo Ernest Dimi

mal à prix réduit a été lancée dans sa structure en vue de faciliter l'accès à ses services. Cette campagne, a-t-il informé, a débuté le 25 novembre et prendra fin le 31 décembre. Pendant cette période, a-t-il poursuivi, les ordonnances seront gratuites. Les femmes ne paieront

qu'une somme de 15 000 F CFA après accouchement au lieu de 29 500 F CFA comme d'habitude.

Il a également demandé aux agents de se mettre au travail, de faire preuve de performance et d'offrir des soins de qualité aux patients. « A l'endroit du gouvernement,

nous disons que le travail a repris mais ne peut pas être exécuté efficacement si nous n'avons pas le maximum de ressources; des médicaments; réactifs de laboratoires », a signifié Jérémie Mouyokani.

Parfait Wilfried Douniama  
et Lydie Gisèle Oko

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

## Le Sénat envisage la mise en place d'une alliance parlementaire

**La question a été au centre de l'entretien entre le président de la chambre haute du Parlement, Pierre Ngolo, et la représentante de la FAO au Congo, Suze Percy Filippini, le 27 novembre à Brazzaville.**

L'idée est d'appuyer les deux chambres du Parlement congolais dans la mise en place d'une alliance en vue d'un travail de sensibilisation. Cette alliance a pour mission de faire le plaidoyer pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle auprès des mandants. « Nous voulons accompagner le Parlement du Congo dans cette démarche d'élaborer un partenariat entre les deux chambres avec les agences du système des Nations unies, notamment la FAO, l'Unicef et le PAM », a déclaré Suze Percy Filippini. Une occasion également pour les parlementaires de faire de cette question une thématique importante dans leurs échanges avec les mandants, a-t-elle ajouté.

Pour rappel, l'assistance de la FAO au Congo est définie par le cadre de programmation pays qui s'articule autour de trois axes dont la modernisation de la petite agriculture, de l'élevage et de l'aquaculture; l'appui au développement durable et à la lutte contre les effets du changement climatique; la promotion des organisations de la société civile et des producteurs agricoles.

Jean Jacques Koubemba

## ACADÉMIE MILITAIRE MARIEN-NGOUABI

Fin de formation de la 21<sup>e</sup> promotion des élèves officiers d'active

**Les 83 promus ont porté les insignes de grade de sous-lieutenant, le 25 novembre, au cours d'une cérémonie solennelle organisée dans l'établissement, en présence du ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo.**

Après deux ans de formation passés au sein de l'école considérée comme le creuset de l'élite des Forces armées congolaises (FAC), les élèves officiers d'active de la 21<sup>e</sup> promotion, baptisée « Promotion capitaine Davy-Evrard-Bolenga-Baudzembet », sont désormais affectés dans les différents corps de la force publique. En effet, sur les quatre-vingt-trois récipiendaires, il y a quarante-sept Congolais provenant de la vie civile et des forces armées, neuf Gabonais et Béninois. Selon le commandant de l'Académie militaire Marien-Ngouabi, le colonel Jean Libali, les impétrants ont été soumis à un programme leur permettant de développer, entre autres, leurs qualités physiques et psychologiques ainsi que leurs capacités d'instructeur et de leadership. Ainsi a-t-il invité ces derniers à plus de sens de responsabilité et à une prise de conscience des défis à relever et des enjeux du moment. « Nous sommes convaincus que vous vous exprimerez

avec beaucoup d'aisance dans l'exercice de vos fonctions de chefs de section. Ayez toujours à l'esprit, partout où vous irez, que vous avez été formés pour la gloire de notre nation et de nos armées; gardez toujours en tête que ce qui caractérise un officier est qu'il porte sur lui le respect et le sens de

des FAC, il leur a demandé de maximiser les potentialités de ces jeunes, de réviser leurs faiblesses et transmettre à la direction de l'école les observations pour une meilleure prise en compte des réalités de terrain dans les programmes futurs.

Major de la promotion avec

commandement des écoles, il pense que dans le métier des armes, on n'invente rien, car le tout s'apprend. « Je vais appliquer ce que j'ai appris tout au long de ma formation », a-t-il promis.

Notons que la cérémonie de triomphe de la 21<sup>e</sup> promotion a été couplée du baptême de



Les élèves officiers d'active de la 21<sup>e</sup> promotion/Photo Adiac

responsabilités qui lui sont octroyés. Ces responsabilités se résument en termes de : commander; discerner; décider; agir; contrôler », a exhorté le colonel Jean Libali. S'adressant aux chefs de corps

une moyenne générale de 14,43/20, Emmanuel Okogna Itoua a demandé aux jeunes de la 21<sup>e</sup> promotion de faire briller l'école puisque le plus dur arrive. Affecté au

la 22<sup>e</sup> promotion qui portera le nom du commandant Thierry Thystère Ngabié, décédé en avril dernier dans le département du Pool.

Parfait Wilfried Douniama

## FORMATION PROFESSIONNELLE

## Les apprenants de l'Institut technique de banque reçoivent leurs diplômes

La cérémonie de fin de formation, patronnée par le ministre de l'Enseignement technique, professionnel et de la formation qualifiante, Antoine Nicéphore Thomas Fylla Saint-Eudes, a eu lieu la semaine dernière, à Brazzaville

L'Institut technique de banque (ITB), branche du centre de formation de la profession bancaire (CFPB) représenté en République du Congo par Lilian Ndenguet, est une école du management. Ses diplômés sont reconnus au plan international. L'occasion était tout indiquée pour le président de l'association des diplômés de l'ITB, Rufin Andinémé, de remercier la délégation du CFPB pour la qualité des enseignements dispensés. La présence des responsables de ce centre à cette cérémonie témoigne un intérêt particulier qu'ils attachent à l'amélioration de la qualité de la formation des cadres congolais dans le domaine bancaire, a-t-il précisé.

Prenant la parole à son tour, le directeur à l'international du CFPB, Alain Alaric, a précisé qu'au moins cent apprenants ont été formés cette année au Congo. Ils seront demain des



Un échantillon des diplômés posant avec les responsables du CFPB

cadres supérieurs aptes pour accroître les compétitivités de leurs banques et établissements, et pour augmenter la rentabilité et la productivité.

Le directeur général de la société de bourse La Financière, Innocent Dimi, a centré son allocution sur deux volets. Il a invité les cadres et futurs hauts gradés du secteur financier du Congo à œuvrer au développement de leur secteur d'activités et leur a demandé de

suivre l'exemple d'une autre race, plus symbolique certes, mais tout aussi essentielle, celle d'anthologie de mémoire et d'histoire d'un grand économiste du Congo, Alexandre Gandou. Ce docteur en sciences économiques était respectivement directeur général de l'Union congolaise des banques, directeur de cabinet du ministre Rigobert Andely, président de la Cosumaf, père fondateur du marché financier sous-régional

et enfin président directeur général des cabinets Gandou Maréchal et associés. Exhortant ces diplômés de la promotion baptisée Calixte Nganongo, Innocent Dimi a déclaré : « Vous êtes des financiers et non des caissiers, vous êtes des banquiers au sens le plus large du terme. Ne vous contentez pas d'être bons, mais d'être les meilleurs. Votre rigueur et votre professionnalisme ouvriront la brèche à des futurs nouveaux talents. Ne soyez pas avarés de ce que vous avez appris dans votre formation, partagez, dispensez votre science... »

Le ministre de l'Enseignement technique, professionnel et de la formation qualifiante, prenant la parole peu avant la remise des diplômes, a repris les propos du président de l'université de Harvard qui disait : « Si vous pensez que l'éducation et la formation coûtent cher, essayez donc l'ignorance ». Par ces propos, il a voulu féliciter l'ensemble de la communauté bancaire qui a pris à cœur la formation professionnelle des jeunes banquiers qui devraient servir dans un environnement financier et économique très difficile. Le diplôme de l'ITB est un diplôme professionnel qui répond à une double

tuelle: le ministère de l'Enseignement supérieur mais aussi le ministère de l'Enseignement professionnel. Au nom du gouvernement, le ministre Antoine Nicéphore Thomas Fylla Saint-Eudes a souhaité qu'un centre permanent de l'ITB soit ouvert au Congo, non pas seulement pour générer des diplômés, mais aussi pour assurer la formation continue de ceux qui ne peuvent pas accéder directement à l'ITB puisqu'il y a des titres obligatoires qui permettent aux potentiels diplômés de cet établissement de les avoir.

Après la remise des diplômes aux lauréats des promotions 2010 (Gilbert Ondongo) ; 2014 (Alexandre Gandou) ; 2015 (Bruno Jean Richard Itoua) ; 2016 (Antoine Nicéphore Thomas Fylla Saint-Eudes) ; et 2017 (Calixte Nganongo) ; la représentante du CFPB en Afrique de l'ouest et centrale, Laetitia Tartour, a pris la parole tout en indiquant que cette cérémonie restera inoubliable pour elle, car elle est la première à laquelle elle assiste en tant que responsable de la zone subsaharienne pour le CFPB, couvrant dix-sept pays d'Afrique de l'ouest et centrale.

Bruno Okokana

## CANTINES SCOLAIRES

## Un don de 1 500 tonnes de vivres aux écoliers congolais

L'aide destinée au programme d'alimentation scolaire a été réceptionnée, le 27 novembre à Brazzaville, par le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, des mains de l'ambassadeur du Japon au Congo, Hiroshi Karube.

Le programme d'alimentation scolaire permet à chaque élève de l'école primaire d'obtenir un repas enrichi tous les jours. Il améliore les capacités nutritionnelles, renforce les capacités d'apprentissage

et réduit le taux d'échec scolaire. La contribution du gouvernement du Japon au Programme alimentaire mondiale (PAM), dans le cadre de ce don, a permis l'achat de 1500 tonnes de vivres, notamment du riz, du pois, de l'huile et du sel. Il est estimé à une valeur de 2 133 000 dollars américains et couvrira plus de 224 écoles primaires, soit plus de 40 000 élèves des départements de la Bouenza, la Lékoumou, le Pool, les Plateaux, la Likouala et la Sangha. Actuellement au Congo, 832 918 élèves fréquentent l'enseignement de base.

« Le don du Japon couvrira une période de six mois. Actuellement, grâce à ce don, nous avons renouvelé depuis le 2 octobre 2017 avec les cantines scolaires, et ser-

vons des plats dans les écoles à Ignié, Gamboma, Imvoubia, Nkayi et autres. Les bénéficiaires sont très contents », a indiqué Gisèle Galessami, chargée du programme des cantines scolaires au niveau du PAM.

Une étude récente du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, appuyée par le PAM et le programme Mastercard, a démontré qu'un dollar investi dans l'alimentation scolaire génère 9,6 dollars de retour sur investissement. Le représentant du PAM au Congo, Jean Martin Bauer, a émis le souhait

Japon dont l'arrivée est prévue pour le deuxième trimestre 2018. Le programme des cantines scolaires a été approuvé par le gouvernement du Japon en 2016 », a indiqué Hiroshi Karube, le diplomate japonais.

Le programme d'alimentation scolaire a débuté au Congo en 2001 et le gouvernement du Japon a déjà investi plus de vingt millions de dollars américains depuis 2007. Le Congo, avec l'appui du PAM est d'autres partenaires, s'est doté, en 2016, d'une politique nationale d'alimentation scolaire dont la vision est : « une alimentation scolaire durable, de bonne qualité et à base de produits locaux pour tous les enfants inscrits dans toutes les écoles de l'enseignement de base du Congo à l'horizon 2025 ».

En reconnaissance du caractère salutaire d'une politique d'alimentation scolaire pérenne, le ministre Anatole Collinet Makosso a rappelé : « Face à ce programme, notre pays n'entend pas changer le cap. De nos jours, manger à l'école est devenu fondamental. Ces repas, parfois les seuls consistants pour de nombreux enfants, gardent de ce fait une saveur particulière et il nous revient de les garantir chaque année ». Anatole Collinet Makosso a également évoqué l'engagement du Premier ministre, Clément Mouamba, devant l'Assemblée nationale en inscrivant la poursuite de l'expérience des cantines scolaires dans le cadre de la mise en œuvre du programme national de solidarité. Il avait, en effet, rassuré les députés que « ...l'expérience des cantines scolaires se poursuivra... ». Enfin, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, a remercié le gouvernement du Japon pour ce son et a promis d'en faire bon usage.

Fortuné Ibara

## DISTINCTION

## La France congatule six anciens combattants congolais

L'attaché de défense près l'ambassade de France au Congo, le colonel Christian Piot, a récément décoré six anciens combattants congolais vivant à Pointe-Noire, pour avoir servi sous le drapeau français aux différents théâtres d'opérations lors de la 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> Guerres Mondiales.

La cérémonie s'est déroulée en deux phases dans la ville océane. La première, qui a consisté à la décoration récipiendaire, a eu pour cadre la zone militaire de défense n°1, en présence du général Jean Ollessongo Ondaye et d'autres chefs militaires de Pointe-Noire. En effet, le capitaine Jean-Pierre Ibouanga, le lieutenant Joseph Pandi Mboungou, l'adjudant-chef Joseph Mouanga et le soldat de 1<sup>re</sup> classe André Nzekissa, ont reçu leurs médailles



Photo de famille/ crédit photo DR

de reconnaissance de la nation française, à l'occasion de la traditionnelle cérémonie mensuelle de levée de couleurs. S'exprimant à cette occasion, l'attaché de défense près l'ambassade de France a justifié cette décoration par la participation de ces « braves anciens combattants congolais » sous le drapeau français aux différents théâtres d'opérations lors des deux Guerres mondiales. Selon lui, les bénéficiaires représentent tous leurs camarades ayant combattu pendant la période coloniale. Ils formaient ce qu'on a appelé « la force-noire », qui a permis à la France de sortir victorieuse de la première Guerre Mondiale. En effet, ils ont combattu aussi en Indochine, en Algérie,

à Suez et au Cameroun.

« Vous représentez ceux qui ont fait le sacrifice de leur vie, ceux qui ont gardé dans leur chair les stigmates de la guerre, ceux qui ont vécu ou qui vivent encore avec le souvenir de la guerre. Vous méritez respect et nous autres, soldats d'aujourd'hui, vous méritez surtout la reconnaissance de la France et il est légitime que vous portiez sur votre veste l'insigne de cette reconnaissance », a indiqué le colonel Piot. La deuxième phase a, quant à elle, concerné la congratulation du capitaine Bernard Badiakoulou et du sergent Joseph Nzoulou à leurs domiciles respectifs, car ne pouvant plus se déplacer. « J'ai décidé, entant qu'attaché de défense, représentant le ministère français des armées, de venir à Pointe-Noire pour vous honorer en vous décorant de la

médaille de la reconnaissance de la nation », a-t-il déclaré. Accompagné du directeur de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, le colonel Pierre Obou, l'attaché de défense a, avant de quitter Pointe-Noire, mis à profit son séjour, pour visiter le patrimoine des anciens combattants situé au centre-ville et à Lumumba. Ils ont, par ailleurs, saisi cette opportunité pour réaffirmer les liens de coopération entre la France et le Congo.

Rappelons que c'est pour la deuxième fois que le colonel Piot accomplit ce geste, qui réconforte, à plus d'un titre, les anciens combattants et leurs familles respectives.

Parfait Wilfried Douniama



Une vue du donAdiac

de renforcer le programme « Une école, une cantine ». Car, a-t-il dit, « ce programme permet aux écoliers d'être plus assidus à l'école. Cet objectif exigera de nous tous un effort financier ».

Le don destiné dans le cadre du programme d'alimentation scolaire est mis en œuvre avec le ministère de l'Enseignement afin d'améliorer les conditions d'apprentissage des enfants congolais. Ce programme cible 132 000 enfants en âge de fréquenter les écoles publiques d'ici à 2018. En zone rurale, il s'occupera de 50% de filles et 12% d'autochtones.

« 1 200 000 dollars américains s'ajouteront à ce don pour acheminer 189 tonnes de conserves de poissons en provenance du

## DETTES DES FÉDÉRATIONS SPORTIVES

## Hugues Ngouélondélé veut arrêter l'hémorragie

**Au cours de ses échanges avec les organes techniques nationaux sous-tutelle, le ministre des Sports et de l'éducation physique a fait un constat selon lequel, les dettes accumulées par ces structures prenaient le dessus sur le développement des activités sportives.**

La Fédération congolaise de boxe (Fécoboxe), la dernière à être reçue par le ministre, est sous la sanction de la commission de discipline de l'Aiba. Elle doit payer une pénalité de cent dollars par juge arbitre et deux mille dollars pour les frais de justice à cause de la contestation des résultats du combat de Laury Yannick Pembouabeka face à un Marocain, dans la catégorie des moins de 91 kg lors des championnats d'Afrique de Boxe à Brazzaville.

La même fédération est aussi condamnée à payer une amende de cent mille dollars pour la non-participation des

quatre boxeurs congolais aux championnats du monde 2017 à Hambourg, en Allemagne, alors qu'ils avaient confirmé leur présence. « Cent mille dollars c'est soixante-cinq millions de francs cfa à peu près. Il faut les avoir. J'aimerais savoir si tout cela s'est passé en harmonie avec le ministère. Quand il s'agit de l'argent, c'est toujours difficile, surtout par le temps qui court, de trouver les sommes demandées par chacune des fédérations », a indiqué Hugues Ngouélondélé.

La Fécoboxe doit également solder quatre mille dollars dus aux frais d'attribution des championnats d'Afrique de boxe de Brazzaville 2017. Outre ce sport, la fédération congolaise d'athlétisme (FCA) a, elle aussi sollicité l'intervention du ministre dans le règlement de ses dettes. « L'absence totale des moyens de l'Etat dans cette période a conduit les membres de la fédération à puiser dans leurs poches et à contacter les bailleurs pour sauver la



Hugues Ngouélondélé prononçant la mesure Adiac

structure des amendes de la fédération internationale. Pour l'ensemble des activités menées, la fédération traîne une dette de 36 147 672 F CFA », a expliqué Jean Baptiste Ossé, le président de la FCA.

« Désormais, il ne sera plus

bien de prendre les engagements au niveau des fédérations sans associer le ministère, parce que quand vous allez prendre ces engagements, surtout financiers, et qu'après vous amenez vos dettes ici pour que nous les réglons, c'est un problème. Lorsque vous avez des en-

gagements, vous devez venir au cabinet pour qu'on se mette d'accord », a instruit Hugues Ngouélondélé, le 27 novembre à Brazzaville, à l'issue de la réception des fédérations d'athlétisme et de boxe.

James Golden Eloué

## ATHLÉTISME ET BOXE

## Les programmes de développement soumis au ministère des Sports

**Le président de la Fédération congolaise d'athlétisme (FCA) a présenté à Hugues Ngouélondélé, le 27 novembre à Brazzaville, quelques pistes devant permettre de relever le niveau des athlètes congolais.**

Jean Baptiste Ossé a plaidé pour le placement des athlètes dans un centre de formation de haut niveau, dans l'optique de préparer les Jeux olympiques Japon 2020. Il a également souhaité la création d'un centre régional d'athlétisme dans le site du Complexe sportif de Kintélé. Le président de la FCA a profité de cet échange pour annoncer au ministre

des Sports et de l'éducation physique l'organisation, en 2019 à Brazzaville, des championnats d'Afrique des moins de 20 ans. « Monsieur le ministre, pendant les Jeux africains, la Confédération avait rencontré la fédération pour attribuer les championnats U-20 en 2019 au Congo », a-t-il dit, avant de solliciter l'intervention du ministre pour le retour du meeting international Grand prix CAA de Brazzaville. « Parlant du meeting d'athlétisme de la ville de Brazzaville, j'ai reçu au cabinet le maire de Brazzaville et le directeur du meeting qui n'est autre que le maire de Moundali. J'attends le retour du maire de Brazzaville qui devrait

me faire le point de ces contacts avec Kalkaba, le président de la CAA », a expliqué Hugues Ngouélondélé qui a, d'ailleurs, proposé le mois de juin pour sa relance. Le coût de ces projets, hormis l'organisation de ces championnats, est estimé à 1 024 716 750 F CFA. Outre la présentation des projets, le président de la FCA a profité de l'occasion pour exposer au ministre quelques problèmes auxquels sa structure est confrontée, particulièrement les pistes d'athlétisme des stades construits dans les départements qui ne favorisent pas la bonne pratique de la discipline. Un problème réel que le ministre entend résoudre dans les jours à venir. « Nous avons

constaté, lors de notre dernière visite dans les départements, que c'est du gravier à la place du tartan. C'est un problème qu'on va pouvoir régler lorsque nous nous serons mis d'accord avec la délégation générale aux Grands travaux. Sinon, il ne sera pas possible de pratiquer l'athlétisme dans ces stades », a rassuré le ministre.

Jean Baptiste Ossé a promis au ministre des Sports que la saison 2017-2018 sera marquée par l'organisation effective des compétitions départementales, zonales et nationales; la détection des jeunes talents dans les écoles et la formation des ressources humaines; la préparation et la participation aux compétitions de la série mondiale et africaine. « La réalisation de ces activités est estimée à la somme de 234 millions 500 mille francs cfa », a précisé le président de la FCA.

Faisant le bilan de la saison dernière, il a rappelé au ministre que Franck Danick Elemba et Natacha Ngoye Akamabi ont remporté trois médailles d'or aux Jeux de la Francophonie. Ces derniers, a-t-il dit, attendent jusqu'à ce jour leur réception officielle par l'Etat congolais comme l'ont été les Diabes rouges football après les Jeux de la francophonie de Nice.

**La création d'un centre africain de formation de boxe sur proposition du président de la Fécoboxe**

Richard Bienvenu Mouambouma, le président de la Fédération congolaise de boxe (Fécoboxe), a, pour sa part, proposé au ministre la création d'un centre africain de formation de

boxe en vue d'élever le niveau des compétiteurs. Il a promis de poursuivre la vulgarisation de ce sport sur l'ensemble du territoire national puis s'engager dans sa féminisation et sa professionnalisation au Congo.

La visibilité de la boxe au plan international passe par l'occupation des postes dans les structures internationales et aussi par la bonne prestation des athlètes congolais dans les différentes compétitions auxquelles ils occupent les podium et hissent le drapeau national. Richard Bienvenu Mouambouma a sollicité la subvention de l'Etat dans l'organisation des compétitions nationales. A cause des problèmes de trésorerie, la Fécoboxe n'a pas pu organiser la coupe du Congo et les championnats nationaux.

La boxe a été l'une des rares disciplines qui a pu glaner deux médailles (une en or et une de bronze) avec une préparation locale. Elle a réussi à qualifier deux boxeurs aux Jeux Olympiques de Rio après plus de trente-trois ans sur fonds propres. Lors des championnats d'Afrique de boxe à Brazzaville, les athlètes nationaux ont pu glaner cinq médailles (une en or et quatre en bronze) avec une médaille remportée par une boxeuse. Le Congo a qualifié quatre boxeurs aux championnats mondiaux d'Hambourg 2017 mais ils n'ont pas pu y participer.

J.G.E.



Les dirigeants de la Fécoboxe/Adiac

ESPAGNE/13<sup>e</sup> JOURNÉE

## Le Real enfin d'attaque, la «2G» mène l'Atletico

Muets depuis un mois, Cristiano Ronaldo et Karim Benzema ont enfin marqué en Championnat d'Espagne samedi pour permettre au Real d'écarter difficilement Malaga (3-2), tandis que le duo français «2G» (Griezmann-Gameiro) s'est régalé avec l'Atletico, inscrivant quatre buts contre Levante (5-0).

À la veille du choc entre le leader Barcelone (34 pts) et son dauphin Valence (30 pts) qui s'est soldé par un nul partout, dimanche soir, les deux clubs madrilènes ont provisoirement réduit l'écart avec 27 points chacun, à huit longueurs de la tête. Et pour ne rien gâcher, les attaquants des deux équipes de la capitale ont effacé leurs longues périodes de disette. La bonne opération est pour

pliques sur le terrain de Levante. Côté Real, la victoire a été moins probante mais elle fera du bien offensivement, car cela faisait un mois que Ronaldo et Benzema, 2 buts chacun en Liga, ne marquaient plus dans cette compétition.

Au stade Santiago-Bernabeu, «CR7» a été impliqué sur deux des trois buts merengues: il a d'abord expédié sur la transver-



Kévin Gameiro et Antoine Griezmann se congratulent sous les yeux de leur coéquipiers Thomas Partey (JOSE JORDAN/AFP)

(76<sup>e</sup>) et évité le pire au Real.

#### Zidane: «On doit mieux jouer»

La «Maison-blanche» a semblé jouer un peu à sa main, sans plier une rencontre qu'elle dominait largement. Et le Real a été chanceux de ne pas concéder un autre but sur une tête lobée du Français Paul Baysse annulée pour une faute préalable peu évidente (45<sup>e</sup>+3).

«Karim a marqué, Cristiano a marqué et on va retenir le positif. On a pris les trois points mais nous devons faire mieux les choses», a reconnu l'entraîneur merengue Zinedine Zidane. «On peut et on doit mieux jouer», a-t-il ajouté.

Au passage, avec cette prestation réussie, Ronaldo s'est libéré d'un poids deux semaines avant l'attribution du Ballon d'Or 2017, le 7 décembre prochain, qui peut lui permettre d'égaliser Lionel Messi avec un cinquième trophée.

Le Portugais ne voulait pas être

en reste: dans une actualité dominée samedi par la prolongation du contrat de l'Argentin au Barça jusqu'en 2021, l'attaquant natif de Madère a refusé de faire profil bas.

Au classement, l'équipe de «ZZ» n'a en tout cas pas manqué une occasion de réduire l'écart alors qu'elle est engagée dans une inédite opération «remontada» (remontée): parvenir à rattraper un retard de 10 points sur le leader Barcelone, un écart jamais comblé dans l'histoire de la Liga par un futur champion.

#### Griezmann et Gameiro font des étincelles

Le défi est le même pour l'Atletico, transfiguré depuis sa victoire mercredi contre l'AS Rome en Ligue des champions (2-0). Ce jour-là, Griezmann avait marqué d'un retourné acrobatique splendide avant de servir Gameiro pour le deuxième but.

Cette relation technique privilégiée

s'est confirmée samedi avec une prestation réussie au stade Ciudad de Valencia.

«Grizi» a beaucoup recherché son compatriote dans la profondeur et cela a fait des étincelles: Gameiro (29<sup>e</sup>, 59<sup>e</sup>) et Griezmann (65<sup>e</sup>, 68<sup>e</sup>) ont marqué chacun un doublé et délivré une passe décisive à l'autre. En outre, Gameiro avait provoqué l'ouverture du score avec un centre poussé au fond de ses propres filets par le défenseur Rober Pier (5<sup>e</sup>).

«C'est bon pour la confiance d'avoir marqué cinq buts», a souligné l'ancien Sévillan. «On voit qu'avec Antoine, nous avons une bonne relation sur le terrain et en dehors. Et c'est une bonne chose pour nous deux.», a-t-il déclaré.

De fait, le retour en forme de Gameiro semble avoir relancé Griezmann, qui vient de signer trois buts en deux matches après une série noire de huit rencontres sans marquer en club. Ressuscités, on vous dit!

Camille Delourme avec AFP



Cristiano Ronaldo est impliqué sur 3 des 4 buts du Real Madrid face à Malaga (Gabriel Bouys/AFP)

l'Atletico (3<sup>e</sup>), qui a doublé le Real (4<sup>e</sup>) au classement à la faveur d'une meilleure différence de buts (+15 contre +14). C'est l'œuvre d'Antoine Griezmann et Kevin Gameiro, doubles buteurs samedi et particulièrement com-

sale un ballon que «KB9» a propulsé au fond (9<sup>e</sup>). Puis, après un but de Casemiro sur corner (21<sup>e</sup>) et deux buts de Malaga signés Diego Rolan (18<sup>e</sup>) et Chory Castro (58<sup>e</sup>), le Portugais a marqué sur un penalty en deux temps

## L'Argentin Messi prolonge son contrat au FC Barcelone jusqu'en 2021

Lionel Messi a enfin signé, le 25 novembre, son nouveau contrat le liant jusqu'en 2021 avec le FC Barcelone, a annoncé le club catalan, qui avait officialisé l'accord en juillet mais s'était heurté aux inquiétudes des supporters faute du paraphe définitif de la star argentine.

«Le FC Barcelone et le joueur Leo Messi ont signé ce matin un nouveau contrat jusqu'au 30 juin 2021. La clause libératoire est fixée à 700 millions d'euros», a écrit le Barça dans un communiqué. Ce nouveau bail avait été annoncé le 5 juillet et paraphé par Jorge Messi, père et agent du joueur.

Mais au fil des semaines, le fait que le quintuple Ballon d'Or (30 ans) n'avait toujours pas apposé sa signature sur son propre contrat de travail a alimenté toutes les craintes parmi les «socios» (suppor-



Josep Maria Bartomeu et Leo Messi lors de l'annonce de la prolongation du contrat de la star argentine (HO/BARCELONA FC PRESS OFFICE/AFP)

ters-actionnaires) du Barça, surtout après l'épisode Neymar. Le départ inopiné de la star brésilienne pour le Paris SG en échange du paiement

de sa clause libératoire (222 millions d'euros), en août dernier, a mis sous pression le président barcelonais, Josep Maria Bartomeu, accusé

de n'avoir pas su bétonner le contrat du joueur.

Il était donc dans l'intérêt du Barça de négocier une clause libératoire inhabituellement

élevée pour Messi afin de repousser d'éventuelles convoitises de grands clubs européens, comme Manchester City.

Et Bartomeu, qui alléguait des questions d'agenda pour justifier le fait que cette signature ne se soit pas encore concrétisée, a marqué des points en posant samedi tout sourire avec la star argentine, dont le précédent bail s'achevait en 2018.

Avec ce nouveau contrat, l'Argentin, qui a rejoint le Barça à l'adolescence et a effectué l'intégralité de sa carrière professionnelle sous le maillot blaugrana, devrait être lié au club catalan jusqu'à ses 34 ans. Meilleur buteur de l'histoire du Barça, il a inscrit 523 buts en 602 rencontres et a remporté, entre autres, quatre Ligues des champions et huit championnats d'Espagne

AFP

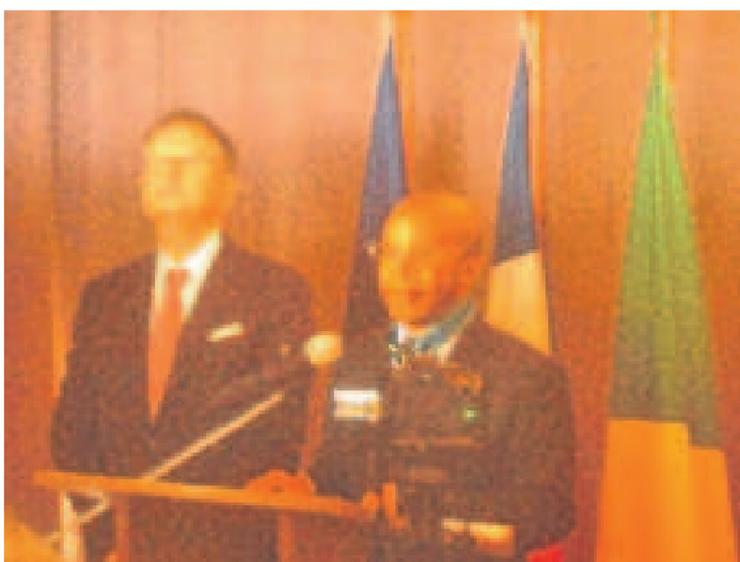
## DISTINCTION

# Coussoud-Mavoungou élevé au grade de Commandeur dans l'Ordre du mérite maritime français

**Le ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique a été décoré, le 25 novembre à la résidence du consul général de France à Pointe-Noire, par Bertrand Cochery, ambassadeur de France auprès de la République du Congo.**

La reconnaissance du ministre Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou par l'Etat français honore non seulement le Congo mais aussi toute l'Afrique. Il est, en effet, le premier Africain élevé au grade de Commandeur du mérite maritime français. « Cette distinction rare sanctionne un parcours unique où se rejoignent l'amitié pour la France, née de vos études dans les régions de Bordeaux et de Nantes et un sens exceptionnel du service de votre pays qui vous conduit aux plus hautes fonctions... », a dit d'emblée Bertrand Cochery, ajoutant: « Dans cette discipline si difficile qui consiste à avancer dans sa carrière, votre cursus brillant, monsieur le ministre, témoigne de vos qualités émérites de navigateur. N'oublions pas que vous êtes capitaine de frégate de réserve, de vos talents personnels pour tirer le meilleur profit de cette riche formation que vous avez reçue au Congo et en France, et d'un sens aigu du service de votre pays ».

Cette consécration couronne les efforts d'un marin volontaire et opiniâtre bravant les tumultes et les marées d'une mer parfois sans merci. « Vous avez su fixer votre cap, vous avez tenu la barre, vous aviez étudié vos cartes et dans chacune de vos escales vous avez eu soin de mener votre cargaison à bon port (...). Au moment où vous prenez la barre des destinées de la recherche scientifique et de l'innovation technologique, au moment où vous comme moi regardons au large vers les horizons de nouvelles coopérations entre la France et le Congo, essentielles pour la



Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou et Bertrand Cochery / Crédit photo «Adiac»

force de notre relation bilatérale et pour la diversification de l'économie congolaise en ce moment, monsieur le ministre nous devons plus que jamais méditer la sagesse et la science des anciens voyageurs. Nous devons reconnaître ce que l'art de la navigation a apporté à la recherche scientifique et à l'innovation technologique », a poursuivi le diplomate français.

La tenue de cette cérémonie à Pointe-Noire, où Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou a fait ses études secondaires, ses premiers pas dans l'administration maritime, notamment à la direction des Services de la marine marchande (aujourd'hui direction générale de la marine mar-

chande) n'est que la reconnaissance à cette ville qui a fait germer sa passion de la mer et lui donne ainsi l'occasion d'apporter sa contribution dans la maritimisation de l'économie nationale. Devant l'assistance (famille, amis, collègues, connaissances) sans oublier les anciens collègues de Saint-François, de Les Saras dans le district de Mvouti (département du Kouilou), du séminaire de Loango, de la Faculté de droit de Brazzaville, de Bordeaux et de Nantes, ému, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou n'a eu qu'un seul mot : merci, avant d'indiquer : « *La mer demeure un des combats majeurs de ma vie. C'est la raison pour laquelle nous avons créé, avec tous ceux qui partagent cet amour et cette passion, l'Association congolaise du droit maritime dont la présidence d'honneur m'échoit...* ».

À 58 ans, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou entre dans le cercle fermé des commandeurs. Une prouesse réussie par son abnégation au travail, mais aussi au soutien et surtout à l'apport de la famille dont son père, Jean-Pierre Coussoud, 85 ans aujourd'hui, présent à la cérémonie où assistaient également trois membres du gouvernement, à savoir les ministres Gilbert Mokoki, Fidèle Dimou et Anatole Colli-net Makosso. Signalons que le 20 juillet 2010, le ministre Coussoud Mavoungou avait été fait Officier dans l'Ordre du mérite maritime français.

**Hervé Brice Mampouya**

## 2<sup>ES</sup> RENDEZ-VOUS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

# Le DSI-club Congo présente son projet de transition des PME au numérique

**Le plan d'action dévoilé le 24 novembre, à Pointe-Noire, permettra à terme aux sociétés de se constituer un environnement numérique du travail, de se développer grâce au numérique et de doper leur croissance à partir du commerce électronique.**

Le DSI-Club Congo (Club des directeurs des systèmes d'information du Congo), à ce jour la plus grande organisation des professionnels de l'informatique du pays, s'est fixé comme objectif de faire des systèmes d'information un levier productif et de performance pour les entreprises, à travers la promotion et le développement des usages des TIC (Technologies d'information et de communication). En organisant ces deuxièmes rendez-vous du numérique, en partenariat avec la chambre consulaire de Pointe-Noire, cette organisation voudrait aider les PME (Petites et moyennes entreprises) congolaises à s'arrimer à l'économie numérique pour plus de productivité et de performance. Cette édition, en effet, a été tenue sur le thème «Arrimer les PME à l'économie numérique».

Président d'honneur du DSI-Club Congo, le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean-Richard Itoua, invité à cette rencontre, a déclaré que «le DSI-Club a volontairement pris le parti de contribuer à la réalisation de l'axe 5 du projet présidentiel dont l'objectif est d'arrimer le Congo au développement de l'écono-



Les trois ministres lors des 2<sup>es</sup> rendez-vous de l'économie numérique / crédit photo Adiac

mie numérique». Présentation cette structure, il a été souligné que «dans un contexte d'évolution permanente, renforcée par la crise, les entreprises doivent s'adapter et innover tout en faisant des économies. Plus que jamais les DSI sont mis à contribution pour transformer l'entreprise, créer de nouveaux services et rationaliser les infrastructures et les applications existantes». Le DSI-Club Congo entend soutenir et accompagner les institutions et les projets numériques d'intérêt national. Les PME étant l'un des maillons incontournables du développement du pays, cette organisation s'est engagée à relever le défi de leur transition à l'économie numérique.

**Un plan d'action pour arrimer les PME congolaises à l'économie numérique**

Pour aider les PME congolaises à s'arrimer au développement de l'économie numérique, le DSI-Club a initié un plan d'action constitué de trois étapes,

tation stratégique : «En cela, elle ambitionne de servir de boussole aux entreprises de sa circonscription. Elle s'est dotée d'une cellule économie numérique pour aider les entreprises à tirer profit de tout le potentiel des TIC. Des programmes sont déployés dans le cadre de cette vision», a-t-il mentionné.

Le plan d'action, a indiqué Bruno Jean-Richard Itoua, est la réponse concrète à la préoccupation émise par les entreprises lors des premiers rendez-vous de l'économie numérique, en mars 2017, à savoir comment s'y prendre pour profiter du potentiel numérique. «Force est de constater que l'usage des TIC regroupant les applications de l'informatique, des télécommunications et internet permet aux entreprises d'améliorer leurs performances par le biais de la réduction des coûts, des gains de temps, la conquête des nouveaux marchés, la fidélisation des clients et j'en passe », a-t-il dit, soulignant que ces aspects avaient fait l'objet de la présentation de Total E&P au cours de ces premiers rendez-vous.

**Les entreprises appelées à s'approprier le numérique**

Invitée également à ces deuxièmes rendez-vous du numérique, la ministre des PME, Adélaïde Mougany, a fait constater que le thème de l'événement est en fait tout un programme, une invite à travailler, à augmenter et améliorer la contribution du numérique à la compétitivité entrepreneuriale et, in fine, à la compétitivité et à la diversifica-

tion économique. Evoquant les actions de l'Etat dans le processus d'appropriation et d'impulsion du numérique (installation de la fibre optique, amélioration de la réglementation, dispositifs de formation), elle a indiqué que l'arrimage à l'économie numérique est une bataille collective dont l'épicentre doit être au sein de l'entreprise. Tenant compte de l'importance de l'événement, Adélaïde Mougany a suggéré que l'activité soit organisée en plusieurs ateliers et tables rondes pour une meilleure appropriation. Les prochains rendez-vous de l'économie numérique, a-t-elle suggéré, devront se tenir à Brazzaville.

Pour Léon Juste Ibombo, ministre en charge de l'Economie numérique, la formation doit être renforcée pour un arrimage réussi : «Cette formation doit permettre d'installer la culture numérique au cœur de l'entreprise, car l'agilité est la clé de voûte d'une transition réussie», a-t-il dit, précisant, par ailleurs, que « la promotion des PME dans le domaine du numérique est l'un des axes stratégiques prévus dans le cadre de (la) politique sectorielle de développement de l'économie numérique.»

Notons qu'en dehors des trois membres du gouvernement, les deuxièmes rendez-vous du numérique à Pointe-Noire ont connu également la participation du conseiller en Télécommunications et numérique du président de la République.

**Lucie Prisca Condhet N'Zinga**

## VIE DES PARTIS

Le PCT Pointe-Noire a clos sa 5<sup>e</sup> session ordinaire

Les assises ont eu lieu le 26 novembre, à la case de la ville, et ont permis aux participants d'examiner, entre autres, la fiche synthèse des activités du secrétariat fédéral exercice 2017, la feuille de route des activités du secrétariat fédéral pour le prochain exercice ainsi que le projet de budget prévisionnel de la fédération.

Les travaux ont été ouverts par Victor Foudi, président du conseil fédéral du Parti congolais du travail (PCT) de la ville océane, après l'observation par tous les participants d'une minute de silence en mémoire de tous les militants du parti décédés cette année. Le président fédéral a remercié sa hiérarchie pour l'oreille attentive qu'elle a toujours prêtée à l'expression de la base, tout en formulant des vœux de réussite au secrétaire général, Pierre Ngolo, élu à la tête de la chambre haute du Parlement. Abordant les sujets à l'ordre du jour de sa



Le présidium des travaux (Photo Adiac)

cinquième session ordinaire, le conseil fédéral a examiné et adopté le compte-rendu des travaux de la quatrième session ordinaire tenus le 12 février dernier, la fiche synthèse des activités du secrétariat fédéral exercice 2017, le point financier de la fédération, le rapport moral de la CFCE, la feuille de route des activités du secrétariat fédéral exercice 2018, le projet de budget

prévisionnel de la fédération exercice 2018 et autres. Les participants ont également examiné et adopté deux motions, l'une de soutien au président du comité central du PCT, Denis Sassou N'Gusso, et l'autre de confiance au secrétaire général, Pierre Ngolo.

Clôturent ces retrouvailles, Victor Foudi, après avoir rappelé le contexte particulier de cette session, a assuré qu'un climat de paix a prévalu tout au long des travaux, car les attaques personnelles, les invectives et autres diatribes de tout genre ont été proscrites. « *Seule la quête d'une cohésion dans l'unité, la paix et une large tolérance devrait déterminer l'action des membres du parti afin que soit hissé très haut et à jamais l'étendard de ce*

*grand et glorieux parti* », a-t-il indiqué. Le président fédéral a invité ses camarades à prendre à cœur les responsabilités qui sont les leurs, en se mobilisant massivement en vue de la mise en œuvre effective du programme du gouvernement, à savoir « *La marche vers le développement* ». Victor Foudi a aussi exhorté les participants à se mettre résolument au travail au sortir de cette assemblée, afin que le PCT soit toujours ce temple d'idées fécondes et d'expression libre et consensuelle. Il a rappelé aux conseillers fédéraux la situation de crise économique et financière que traverse le Congo, sollicitant d'eux plus de vigilance et d'écoute. A ce sujet, il n'a pas manqué d'appeler à la mobilisation générale de sa base pour, d'une part, barrer la route à tous ceux qui veulent profiter de la crise pour détruire l'élan de paix et de solidarité du peuple, et d'autre part, pour les préparatifs du cinquième congrès ordinaire du PCT.

Séverin Ibara

## SANTÉ

## Jeunesse et sida, un couple à séparer

Le 1<sup>er</sup> décembre de chaque année, la communauté mondiale célèbre la journée mondiale de la lutte contre la pandémie du sida. Cependant, le constat fait dans certaines villes du pays, à Pointe-Noire par exemple, est que les jeunes ne prennent toujours pas les dispositions pour être à l'abri de cette maladie.

*maladie existe réellement, pourquoi n'y a-t-il pas de campagnes de sensibilisation continues toute l'année ? Pourquoi des images et films décrivant cette maladie et ses méfaits ne sont pas visibles au niveau de tous les ronds-points de la ville ? Est-ce que la seule journée du 1<sup>er</sup> décembre suffit pour la vulgarisation des conséquences de cette maladie ?* », s'est interrogé ce jeune.

La kyrielle de questions de cet adolescent soulève un problème réel sur la constance des campagnes de lutte contre le sida. Encore que certaines communications dans des salles de réunions, réunissant des échantillons très limités de jeunes, ne seraient toujours pas des ultimes canaux pour atteindre toute la couche juvénile. Dans une ville comme Pointe-Noire, si la campagne se passe dans une salle de la mairie de Mvou-Mvou, dans le deuxième arrondissement, les jeunes de Mongo-Mpoukou, Tié-Tié, Loandjili et Ngoyo ne seront pas du tout sensibilisés.

Sur le port du préservatif, la fidélité et l'abstinence, rares sont des adolescents qui admettent cela. Il suffit de faire la ronde dans les milieux de boissons pour s'en rendre compte. Lorsqu'on interroge au moins cinq filles mères prises au hasard dans la ville, on se rend bien compte que trois ou quatre d'entre elles ont eu deux ou trois enfants avec des géniteurs différents.

## Les causes de la transmission de la maladie chez la jeunesse

On peut noter que plusieurs causes sont à l'origine de la propagation du sida au niveau de la couche juvénile. Il y a, entre autres, la divulgation des films pornographiques dans les cinémas de fortune et des vidéo-clubs, le téléchargement à souhait de ces mêmes films à partir des sites Internet, la fréquentation abusive des milieux malsains ainsi que des groupes d'amis et de camarades dangereux, l'affaiblissement de l'autorité parentale, le port des tenues extravagantes sans oublier la précarité qui pousse les enfants à sortir pour aller embrasser des situations plus difficiles. Notons que le thème de cette année « *Ma santé, mes droits* » interpelle les autorités et surtout la jeunesse.

Faustin Akono

## ARTS MARTIAUX AFFINITAIRES

## Le full-contact bientôt détaché de la fédération de karaté

Le président du comité départemental de full-contact de Pointe-Noire, Vickos Julio Stephano N'Zombré, et son secrétaire général, Jean Pierre Boungou, ont annoncé au cours d'un entretien avec Les Dépêches de Brazzaville, la mise en place, le 15 décembre, du comité national de ce sport à Brazzaville.



L'exhibition du full-contact (Adiac)

Après dix-sept ans d'exercice, les pratiquants du full-contact entendent mettre en place leur instance nationale pour se détacher de la fédération de karaté et s'ouvrir au niveau international. « *Le 15 décembre, le staff du comité départemental de Pointe-Noire ira à Brazzaville pour mettre en place le bureau national qui est l'équivalent de la fédération mais on ne sera pas encore totalement indépendant de la fédération du karaté. Le bureau mis en place saisira ensuite la direction générale des Sports qui, à son tour, informera le ministère des Sports pour convoquer l'assemblée générale électorale de la fédération* », a indiqué Vickos Julio Stephano N'Zombré. Il a ajouté qu'après la mise en place du bureau national, la sélection congolaise de full contact et celle de la République démocratique du Congo s'affronteront en match amical international, en mai 2018.

Notons que lors de la mise en place du comité départemental de cette discipline en août dernier, ces dirigeants avaient pris l'engagement de la vulgariser dans tous les départements du Congo et encourager sa pratique par les filles. « *Le full-contact est actuellement pratiqué dans quatre départements, à savoir Brazzaville, Niari, Kouilou et Pointe-Noire. Notre but est de conquérir tous les départements* », a martelé Vickos Julio Stephano N'Zombré. Il a ajouté que ce sport est beaucoup avantageux que le football.

Le comité départemental entend mettre les départements en ébullition à travers l'organisation des matches de gala, la formation des techniciens aux nouvelles règles du jeu et l'encadrement des plus jeunes. « *Au niveau olympique, on a demandé aux fédérations d'organiser les championnats des cadets pour assurer l'avenir de la discipline, parce qu'au sport de combat, après dix ans d'activité, le même athlète n'est plus compétitif* », a souligné le président du comité, tout en indiquant que les bases de la discipline sont enseignées aux enfants à partir de 6 ans. Il a aussi ajouté que depuis l'arrivée de ce sport au Congo, 828 élèves ont été formés dont 58 ceintures noires dispersées dans les différents pays, d'où la présence de seize clubs à Pointe-Noire. Toutefois, les techniciens desdits clubs se retrouvent une fois dans la semaine pour échanger sur les nouvelles règles du jeu et de l'arbitrage.

Par ailleurs, Vickos Julio Stephano N'Zombré a lancé un appel aux mécènes pour l'obtention d'un ring. Le full-contact ou la boxe américaine est un sport de combat appartenant à la forme de boxe pieds-poings née aux États-Unis, dans les années 1960 et 1970 encore appelée kick-boxing. La discipline a été importée du Cameroun par le Congolais Me Vickos Julio Stephano N'Zombré, ceinture noire 6<sup>e</sup> dan.

Charlem Léa Legnoki



Logo de la lutte anti-sida

À deux jours de la célébration de la journée internationale contre le sida, quand on pose la question à certains jeunes sur cette maladie, ses méfaits et surtout sur les tests de séropositivité qui devraient au préalable conditionner le choix des partenaires, les avis sont partagés. « *Je suis issu d'une famille nombreuse, dans notre famille personne n'a cette maladie. Quand mon père choisissait ma mère comme épouse, ils ne s'étaient jamais présentés à l'hôpital pour faire ces tests* », a déclaré un adolescent de moins de 18 ans. Ces propos font vite penser à une banalisation de la maladie par la jeunesse. On se demande si elle est mal informée des méfaits de cette pandémie ou bien elle refuse simplement de croire à son existence ou encore s'il y a d'autres facteurs involontaires qui la poussent à fermer les yeux devant l'évidence.

Un autre jeune s'est attaqué plus au manque de campagnes de sensibilisation pérennes dans la ville. « *Toi journaliste, prouve-moi que cette maladie existe. Quelle pancarte nous indique des statistiques réelles de cette maladie au niveau de Pointe-Noire ? Et si cette*

## FOOTBALL

## Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe (Allemagne, Angleterre Belgique, Bulgarie, Chypre, Espagne, France et Turquie)

**Allemagne, 12<sup>e</sup> journée, 4<sup>e</sup> division, groupe Ouest**  
Match annulé pour le Westfalia Rhynern d'Exaucé Andzouana face au SC Wiedenbrück.

**Allemagne, 20<sup>e</sup> journée, 4<sup>e</sup> division, groupe Sud-Ouest**

Malgré l'entrée de Ruddy Mpassi à la 88<sup>e</sup>, le Röchling Völklingen chute à domicile face à l'Eintracht Stadtallendorf (1-2).

**Allemagne, 18<sup>e</sup> journée, 4<sup>e</sup> division, groupe Nord**  
Match reporté entre le SW Rhen de Francky Sembolo face à Oldenburg.

**Allemagne, 20<sup>e</sup> journée, 5<sup>e</sup> division, groupe Rheinland**

Godmer Mabouba est resté sur le banc lors de la victoire de l'Eintracht Trier à Dudenhofen (1-0).

**Allemagne, 16<sup>e</sup> journée, 4<sup>e</sup> division, groupe Nord-Est**

Sans Floydin Baloki, absent, le Germania Halberstadt prend un point chez l'Union FÜRSTENWALDE (1-1).



Jules Iloki et Nantes s'inclinent face au Stade Rennais de Zeffane (JEAN-FRANCOIS MONIER/AFP)

**Allemagne, 15<sup>e</sup> journée, 5<sup>e</sup> division, groupe Nord-Ouest**

Titulaire, Kiminou Mayoungou marque le 3<sup>e</sup> but de Lichtenberg, vainqueur sur le terrain du Mecklenburg Schwerin (4-2).

**Angleterre, 10<sup>e</sup> journée, 1<sup>re</sup> division U23**

Entré à la 78<sup>e</sup>, Offrande Zanza-

la n'a pu empêcher la défaite des U23 de Derby County face à ceux de Leicester (0-3). Les U23 d'Arsenal U23 ne font pas de détail face à West Ham (3-0). Grady Diangana était titulaire.

**Belgique, 15<sup>e</sup> journée, 1<sup>re</sup> division**

Zulte-Waregem et Marvin Baudry, titulaire, mènent deux

fois au score sur le terrain du FC Bruges. Mais le champion en titre s'impose finalement 3-2.

Au classement, le Sporting Charleroi de Francis N'Ganga est 2<sup>e</sup> avec 34 points. Zulte-Waregem est relégué à la 10<sup>e</sup> place avec 19 points, devant Malines, 15<sup>e</sup> avec 12 points.

**Bulgarie, 17<sup>e</sup> journée, 1<sup>re</sup> division**

Très chaude ambiance à Plovdiv où le CSKA Sofia bat le Lokomotiv (0-1). Kévin Koumba a assisté depuis le banc de touche à cette rencontre, marquée par un envahissement de terrain et des affrontements entre supporters des deux camps et les forces de l'ordre.

**Chypre, 13<sup>e</sup> journée, 1<sup>re</sup> division**

Sans Rahavi Kifoueti, Doxa chute à domicile face à l'Omonia Nicosie (1-2).

Bernard Itoua, titulaire, et l'Alki Oroklini l'emportent 3-2 sur le terrain du Nea Salamis (3-2).

Doxa est 8<sup>e</sup> avec 16 points, suivi de l'Ermis, 9<sup>e</sup> avec 13 points, et l'Alki Oroklini, 10<sup>e</sup> avec 12 points.

**Espagne, 16<sup>e</sup> journée, 3<sup>e</sup> division, groupe 3**

Peralada, sans Yhoan Andzouana, blessé, est battu à domicile par Cornellà (1-2). La réserve de Girona est 16<sup>e</sup> et barragiste avec 16 points.

**Espagne, 15<sup>e</sup> journée, 4<sup>e</sup> division, groupe 7**

Merveil Ndockyt, remplaçant, est entré à la 54<sup>e</sup> lors du revers de la réserve de Getafe sur le terrain de Foresta (0-2).

**France, 13<sup>e</sup> journée, 1<sup>re</sup> division**

Auteur d'une prestation remarquable lors de son entrée face au PSG, la semaine dernière, Jules Iloki était titulaire lors du déplacement chez le rival rennais. Peu en vue (1 seul centre, vendangé par Sala), il a été remplacé à la 63<sup>e</sup>. Et Rennes, privé de Faitout Maouassa, l'emporte 2-1.

Dijon bat Toulouse 3-1. Dylan Bahamboula est resté sur le banc tandis qu'Arnold Bouka Moutou (ischios) et Eden Massouema (en réserve) étaient absents.

Sans Durel Avounou, non convoqué, ni Brice Samba junior, resté sur le banc, Caen prend 3 points contre Bordeaux (1-0).

Sans Morgan Poaty, blessé, Montpellier corrige Lille (3-0). Sans Alan Dzabana, laissé à disposition de la réserve, l'Olympique Lyonnais de rend à Nice ce dimanche à 15h.

Sur le banc de la réserve ce dimanche, Christian Madédé sera absent lors du match OM-Guingamp.

Blessé, Jordi Mboula ne va pas pouvoir découvrir son premier sommet Monaco-PSG du dimanche 26 novembre.

**Turquie, 13<sup>e</sup> journée, 2<sup>e</sup> division**

Christ Bakaki est entré à la 82<sup>e</sup> lors de la victoire de Manisaspor face à l'Adana Demirspor (2-1). Yannick Loemba était absent (cheville).

**Camille Delourme**



Premier but de la saison pour Kiminou Mayoungou, qui redonne l'avantage à Lichtenberg sur le terrain du Mecklenburg Schwerin (DR)

## TENNIS

## Jo-Wilfried Tsonga et la France remportent la Coupe Davis

**Poussés dans leur retranchement par l'équipe de Belgique, Jo-Wilfried Tsonga et ses coéquipiers de l'équipe de France ont finalement remporté la Coupe Davis 2017 à l'issue du 5<sup>e</sup> match.**

Le 24 novembre, Tsonga, leader de l'équipe du capitaine Yannick Noah, avait remporté son premier match, permettant à la France d'égaliser après la défaite initiale de Pouille face à



Jo Wilfried Tsonga, 3<sup>e</sup> en partant de la gauche, et l'équipe de France de tennis (Philippe Huguen/AFP)

Goffin.

Alors que les Bleus avaient repris l'avantage en double, samedi, dans un Stade Pierre-Mauroy de Lille ambiancé, le 15<sup>e</sup> mondial n'a pas pesé lourd, le dimanche lors du 4<sup>e</sup> match face à Goffin (6-7, 3-6 et 2-6).

C'est finalement le Nordiste Lucas Pouille qui va offrir la victoire finale et tant attendue (le dernier sacre français date de 2001) en battant Darcis.

Pour Tsonga, membre de l'équipe de France depuis 2008, c'est une délivrance après deux finales perdues en 2010 et 2014. Notons que c'est le troisième sacre de Yannick Noah en tant qu'entraîneur (capitaine) après 1991 et 1996 (il a également remporté la Fed Cup 1997. Un succès de plus pour le vainqueur de Roland Garros 1983.

**C.D.**